

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F
« programme communiste »
1 an, pli ouvert : 40 F
1 an, pli fermé : 60 F

15^e ANNEE - N° 276
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
4 au 17 nov. 1978

Austérité et répression

les deux volets de l'offensive anti-ouvrière

S'il fallait une preuve que la « lutte anti-terroriste », en Allemagne contre Baader et ses compagnons, en Italie contre les Brigades rouges, vise au-delà de la répression de quelques révoltes généreuses, mais hélas impuissantes, contre l'ordre bourgeois, à la consolidation de cet ordre lui-même contre le prolétariat, il suffirait de considérer ce qui se passe ici en France.

Chez nous, en effet, la paix sociale n'est encore égratignée que par quelques autonomistes corses ou bretons qui n'en croupissent pas moins aussi sûrement que les

membres des BR ou de la RAF dans les geôles de l'Etat capitaliste derrière le mur de silence de tout l'éventail des partis démocratiques. Mais, avec ou sans terroristes, l'Etat renforce sa police et son appareil répressif : il lui suffit pour se justifier de dissenter sur la lutte « pour la sécurité des citoyens ». Et, ces dernières semaines, nous avons connu une intense campagne, menée avec tous les moyens de la propagande capitaliste, officiels et officieux, appuyés par tous, partis de gauche et confédérations syndicales compris.

Depuis dix ans, c'est-à-dire depuis la grande grève de mai 68, la police a subi réformes sur réformes, celles-ci visant toutes soit à une meilleure efficacité des effectifs existants pour la répression, soit à une augmentation des effectifs, soit à une meilleure centralisation des différentes forces de répression, sans parler de la modernisation incessante des matériels et des méthodes, de la constitution de corps de plus en plus spécialisés. De son côté, la justice s'est nettement améliorée du point de vue des intérêts bourgeois, s'entend, grâce à toute une série de lois, comme la loi anticasseurs, celle sur les fouilles de véhicules et récemment le renforcement des règlements répressifs dans les prisons avec les quartiers de haute sécurité.

Le 12 octobre, Giscard écrivait à Barre :

« Assurer la sécurité, la tranquillité et la salubrité publiques est une fonction essentielle et éminente du gouvernement ». C'était à la veille de l'adoption du budget, le 19 octobre, à l'Assemblée. Chiffres intéressants : les crédits de la police ont augmenté de 43 % en deux ans, soit à un rythme double de celui des autres dépenses. Et les prolétaires qui triment dans notre beau pays ont la joie d'avoir pour les surveiller 1 policier pour 305 habitants contre 350 en Allemagne et 417 en Angleterre. Un record donc ! De plus, le *Figaro* du 20 octobre se dit « en mesure de révéler que le gouvernement étudie actuellement une série très complète de mesures dont le but est d'assurer la sécurité des Français et qui seront rendues publiques dans le courant du mois de novembre ».

Ces mesures accompagnent de toute évidence le grand tour de vis économique

(suite page 2)

DANS CE NUMERO

- Le prolétariat et la guerre (Réunion générale du parti).
- Le parti face à ses responsabilités dans la période actuelle.
- Dans les cinq continents : Espagne, Afrique australe.
- Syndicats, luttes ouvrières : temps de travail, foyers de travailleurs, chantiers navals.

Solidarité avec les victimes de la répression en Tunisie

La condamnation récente des ex-dirigeants de l'UGTT n'a pas manqué de susciter l'indignation des démocrates de tout poil qui ont trouvé l'occasion idéale pour verser leurs larmes de crocodiles. En effet la préoccupation principale de ces démocrates a été de noyer la question vitale de la défense des victimes de la répression bourgeoise dans les eaux troubles de la « défense des droits de l'homme » et de la « démocratie en général ».

Le meeting sur la Tunisie, organisé à Paris par la CFDT le samedi 14 octobre, s'inscrit dans cette perspective. Les bonzes n'ont pas hésité à parler d'une « première victoire » à la vue du verdict du procès qui a condamné H. Achour et ses compagnons à des peines allant de six mois à dix ans de travaux forcés suivant les cas. Evidemment, les bonzes de la CFDT n'auraient pu parler de défaite que s'il y avait eu des condamnations à la peine capitale ! Par ailleurs, et c'est le plus important pour nous, il n'a même pas été question d'informer les prolétaires sur la situation réelle des centaines de détenus anonymes. C'est à ceux-là, qui ne méritent pas le soutien de la CFDT pour la bonne raison qu'ils n'appartenaient pas à la direction bureaucratique de l'UGTT, que vont pourtant notre sympathie et notre entière solidarité ! Et on imagine quel est leur sort si les bonzes vendus du type Achour écopent de peines aussi lourdes pour prix de leur incapacité à éviter une émeute populaire.

Et même s'il arrive aux démocrates de feindre de soutenir tous les prisonniers politiques et leurs familles, ils font tout pour enfermer la lutte des travailleurs, qui manifestent une saine volonté de défendre leurs camarades détenus, sur le terrain juridique bourgeois. Ils s'indignent hypocritement au

(suite page 3)

La crise de l'OCT et le « léninisme »

Née éclectique, sans théorie révolutionnaire, d'un compromis entre le suivisme envers la gauche officielle et le spontanéisme immédiatiste, l'OCT s'est rescindée sur un constat commun de chacun de ses deux courants : « il faut actualiser le léninisme ».

Pour les uns, cela voulait dire renoncer au « dogme du parti unique », qui en « a pris un sacré coup » avec la Chine, le Cam-

(suite page 8)

En Espagne, vers le parti unique de la démocratie

Nous soutenons depuis plus de cinquante ans contre les sirènes contre-révolutionnaires de l'antifascisme démocratique que démocratie et fascisme ne sont pas deux forces historiques antagoniques, mais des formes complémentaires de la même dictature bourgeoise dans la dernière phase de son cours historique, la phase impérialiste. De même que nous avons vu dans

le fascisme le continuateur du réformisme social-démocrate, de même nous avons montré, contre tous, que la « nouvelle » démocratie instaurée sur les cadavres de millions de prolétaires morts pour la cause de l'antifascisme démocratique (en fait, la cause de la conservation capitaliste), dans la deuxième boucherie impérialiste, était elle-même l'héritière du fascisme.

Loin d'enterrer avec les Mussolini et les Hitler l'interventionnisme étatique dans l'économie et la société, la concentration croissante des pouvoirs dans les mains de l'Etat, l'intégration des syndicats à celui-ci et à l'entreprise, le totalitarisme policier, la démocratie les a non seulement fait siens, bien qu'en les couvrant du masque du libéralisme pluraliste, mais elle les a encore accentués. La démocratie qui, en Espagne, a succédé trente ans plus tard au franquisme, — soit dit en passant, avec l'accord de ce dernier — répète cette caractéristique de ses sœurs aînées, filles de la Résistance.

La crise générale qui secoue encore une fois cette société en putréfaction a mis à nu ce caractère — que nous avons appelé fascisant — de la démocratie contemporaine, en particulier dans les pays que cette crise touche de façon plus aiguë, comme l'Italie et l'Espagne. Il y a un an, la première montrait que la démocratie est non seulement le complément mais, mieux, la matrice idéologique du fascisme, en unissant tous les partis dans un programme commun de gouver-

nement, ce qui est le reflet au niveau de la politique parlementaire d'un processus général de concentration totalitaire de l'Etat et de la société.

Un processus identique s'ouvre en Espagne. Comme en Italie, son promoteur est le parti qui se dit communiste. Mais si en Italie le « compromis historique » ne s'est concrétisé que longtemps après que le parti « communiste » eut commencé à « se battre » pour lui, en Espagne le « pacte économique, politique et social » sous lequel le PCE commence « à lutter » sera sans doute bientôt une réalité, car il correspond à une aspiration de tous les « partenaires sociaux ».

*

Comme le principal cheval de bataille de la démocratie fascisante est le renforcement croissant, le blindage de l'Etat, rien d'étonnant que l'article de Carrillo qui lance l'idée du nouveau pacte (« Une nouvelle phase du processus politique », *Mundo Obrero*, 7-13/9/78) commence tout naturellement par énoncer l'exigence

d'une « authentique réforme démocratique de l'Etat ». L'essence de cette réforme démocratique est la réforme des organes de répression. Il s'agit avant tout de remplacer à la tête des préfectures les anciens fonctionnaires franquistes par des démocrates, car les « communistes » ne croient pas que les premiers « réunissent les conditions professionnelles nécessaires pour utiliser de façon efficace les moyens que le pays met à leur disposition pour conduire l'action contre le terrorisme » ! L'éditorial du numéro précédent de *Mundo Obrero* pose les questions en des termes plus incisifs : « On a insisté, dans la presse et au Parlement, pour que le gouvernement et le ministre de l'Intérieur mettent à la tête des services de police des hommes qui réunissent la fermeté et l'efficacité nécessaires aujourd'hui, fermeté et efficacité qui ne sont pas celles de l'époque de la dictature » (*MO*, 31-8 au 6-9-78). La démocratie ce sont les « démocrates les plus conséquents » qui le disent, doit être encore plus policière que le fascisme !

(suite page 3)

RÉUNIONS PUBLIQUES

• A PARIS

Vendredi 10 novembre, 20 h 30, salles Lancry, 10, rue de Lancry, 75010 Paris (métro République).

• A AMIENS

Le mercredi 29 novembre, 20 h 30, salles Louis-Dewailly.

COMME ISSUE A LA CRISE
3^e GUERRE IMPERIALISTE OU
REVOLUTION COMMUNISTE

Austérité et répression

(suite de la page 1)

et social qui s'appelle chez nous « plan Barre », mais qui change de nom avec les pays en gardant partout le même objectif : peser sur la classe ouvrière pour restaurer les conditions de bon fonctionnement du capitalisme. Le but de cette politique est de faire baisser les prix français sur le marché mondial, par deux moyens : d'abord par la baisse directe des salaires, ensuite par l'augmentation de la productivité, ce qui exige modernisation, rentabilisation, rationalisation et restructuration à outrance et qui entraîne davantage de chômage, en même temps que cela suppose des profits plus grands pour investir, et par conséquent une nouvelle ponction sur les salaires.

C'est ainsi que Barre a affirmé : « *le choix est entre le maintien et la baisse du pouvoir d'achat* » tandis que les experts prévoient 100.000 emplois de moins par an dans l'industrie au moment même où les classes d'âge plus nombreuses arrivent sur le marché du travail et où le chômage ne peut qu'augmenter durablement.

Sans parler du fait que le capitalisme ne peut vaincre qu'en s'adaptant le plus rapidement possible aux conditions changeantes du marché et en cherchant à mieux adapter l'exploitation de la force de travail à ce chaos, d'où l'offensive contre les fameuses « garanties » de la semaine de 40 heures, de la Sécurité sociale, etc.

Non seulement les licenciements massifs mobilisent sans cesse la police (2.000 CRS dépêchés à la Ciotat à l'annonce des licenciements, à tout hasard...), non seulement les occupations d'usine entraînent aujourd'hui des interventions rapides de la police et des milices patronales, mais les besoins d'intimidation de la classe ouvrière sont plus grands. La répression contre les travailleurs immigrés qui constituent 20 % de la classe ouvrière et sont soumis à un véritable état d'exception atteint des sommets tandis que la jeunesse ouvrière est dans une situation qui se rapproche de plus en plus de celle de l'immigration.

De la même manière que la guerre aux conditions de vie et de travail est menée

sous le drapeau mensonger de la « lutte pour l'emploi », l'attaque contre les conditions de lutte et de riposte du prolétariat est menée sous le drapeau mensonger de « la lutte contre l'insécurité » par le front uni des bourgeois et de leurs valets dans la classe ouvrière.

Le PCF écrit dans un tract diffusé dans le Val-de-Marne et daté du 15-9-78 : « *La sécurité des biens et des personnes est devenue un problème grave* ». Quand il prétend que la police doit assurer la « sécurité des biens », le PC avoue le rôle essentiellement bourgeois de cette dernière. En effet, les prolétaires sont par définition privés de biens. Particulièrement aujourd'hui où ils sont dépouillés par le capital de toutes les petites économies accumulées pendant trente ans d'illusoire prospérité. La « sécurité des personnes » n'est qu'un autre mensonge quand le mécanisme capitaliste blesse chaque année 1 prolétaire sur 10 et en tue à l'usine 1 sur 2.000 et que l'exploitation en s'intensifiant rend le capital plus vorace. La vérité est que la seule personne qui vaille dans la société capitaliste, c'est celle du bourgeois !

La CGT prétend, dans un tract du 4-10-78, significativement intitulé « *la sécurité de la population et des policiers n'est pas assurée* », que « *la police n'a pas vocation pour régler les conflits sociaux* », et qu'elle devrait plutôt lutter contre les grands criminels. Mais ceci revient à demander à l'Etat, bourgeois de n'être pas lui-même : le grand banditisme gêne sans doute les bourgeois pris individuellement mais il est très utile au bourgeois collectif, à l'Etat, dont il est un pilier social, comme le confirme toute l'histoire de cette société pourrie : la classe ouvrière, elle, menace bien l'Etat, et déjà, les intérêts immédiats de la bourgeoisie, ce qui explique que la police et tous les corps répressifs soient nés et se soient forgés contre sa lutte.

Prétendre que la police doit protéger le « citoyen » contre la délinquance (au titre de laquelle on compte le vol de nourriture, la violence contre les bourgeois et les manifestations même individuelles de la haine de classe), est une supercherie. La délinquance est inéluctablement liée à une société fondée sur le vol et le lucre et

où la richesse des uns se nourrit de la misère et de l'oppression de la masse de la population, et cette délinquance grandit nécessairement lors des crises sociales au moment où de vastes couches sont brutalement plongées dans la misère absolue. Seule la société communiste pourra créer les conditions de sa disparition, mais en attendant, pour se protéger des coups ou des larcins, y a-t-il besoin d'une police, c'est-à-dire d'un corps armé séparé de la population ? Non. S'il ne s'agissait que de cela, les « citoyens » suffiraient en se prêtant mutuellement assistance. Le besoin d'une police est strictement lié au fait qu'une partie de la population, la classe exploitée, doit rester désarmée.

Voilà pourquoi la hantise de tous les partis officiels, partis « ouvriers » compris, c'est la violence « illégale ». Evidemment ils ne peuvent absolument pas empêcher la constitution de milices patronales qui fleurissent spontanément à l'ombre de l'Etat et en parfaite symbiose avec le corps des officiers, les corps de mercenaires, la police et les organes patronaux, mais leur boulot spécifique est d'éduquer les ouvriers dans le respect du monopole de la violence par l'Etat bourgeois. Surtout pas d'auto-défense ouvrière ! Contre les milices bourgeoises, l'ouvrier devrait faire appel à la police. Et contre la police ? Eh bien, aller prier le préfet de vouloir bien la faire reculer...

Cette morale d'esclave que l'opportunisme ouvrier cultive dans la classe ouvrière découle bien de sa fonction qui consiste à *paralyser la classe ouvrière* pour éviter que l'Etat bourgeois, qu'Engels qualifiait de « bande armée au service de la classe capitaliste » et qui ne saurait être autre chose, n'ait à faire la démonstration de sa force brutale, ce qui aurait pour inconvénient de détruire le mythe de l'Etat au-dessus des classes derrière lequel la bourgeoisie maintient sa domination, et qui a pour effet, lorsque la répression agit, de lui donner toute son efficacité.

Pour le PCF, « *la sécurité, bien que liée au changement réel de société ou pour le moins au changement de politique que nous proposons à la France, ne peut attendre. Si des mesures répressives sont*

nécessaires à l'encontre des délinquants, criminels et bandits [pas des ouvriers puisque les conflits doivent se régler par la négociation !], c'est grâce à une véritable politique de prévention que l'insécurité pourra être enrayée ».

Quelle est la différence entre la répression et la prévention ? Il n'y a qu'une différence de forme : la répression, c'est la force de police en mouvement, en acte, la prévention étant la force de police au repos, qui attend son heure pour bondir.

Mais le PCF a trouvé la solution pour que cette force de police au repos soit mieux utilisée. Au lieu qu'elle reste dans ses commissariats, il réclame qu'elle parade en permanence, afin que son rôle d'intimidation soit optimum. C'est ainsi que, selon l'*Humanité* du 20-10, le PCF a réclamé lors du vote du budget de la police, « *la mise en place d'un véritable flotage de nos villes* », c'est-à-dire *la permanence des mêmes policiers vivant au contact de la population dans les quartiers et les cités. Les policiers travailleraient en liaison avec les services sociaux, les élus locaux* ». Naturellement le PC « *demande également des commissariats nouveaux* ».

Cette merveille, grâce à laquelle la police s'immisce tout naturellement dans la vie des quartiers et ce qu'on appelle hypocritement la « vie privée », naguère dénigrée comme une des manifestations de la barbarie germanique ou américaine, est désormais devenue un bien commun de tous les pays civilisés. L'ilotier n'est-il pas précisément le symbole de la démocratie, c'est-à-dire d'un pouvoir répressif qui s'exerce avec la collaboration et le consentement de l'exploité ?

Ces faits doivent rappeler au prolétaire qu'il ne peut lutter contre l'austérité sans lutter en même temps pour la *sécurité de sa lutte*, qu'il ne peut manier ses armes de classe sans préparer aussi une *autodéfense de classe*, ce qui n'est possible qu'hors de l'emprise des partis fausement ouvriers et des bureaucraties syndicales à leur botte.

Certes, cela ne saurait suffire pour s'émanciper, mais c'est une condition nécessaire pour rassembler les forces qui passeront, demain, à l'attaque contre la bourgeoisie et son Etat.

L'OCI et les luttes immédiates

Derrière les déclamations ronflantes, un véritable sabotage

A l'occasion de la grève des profs de gym contre l'aggravation de leurs conditions de travail, et de l'agitation générale dans l'enseignement, l'OCI réédite un scénario devenu classique depuis la grève des chèques postaux et la lutte des maîtres-auxiliaires. Même quand elle ne les lance pas artificiellement (bien que sur la base de besoins réels) dans un but électoraliste, l'OCI donne comme but à *chaque* lutte le « débouché politique » immédiat qui, dans sa vision, devrait engager le processus révolutionnaire : « Dissolution de l'Assemblée », « Gouvernement PC-PS », « Renverser les institutions de la V^e République », « Chasser le gouvernement Giscard-Barre », etc.

Cet objectif justifie les appels hystériques à l'« unité »... avec les agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat, qui, si on les traduit en clair, reviennent à crier : les traîtres avec nous ! Nous avons souvent critiqué cette ligne générale ; ici, nous voulons insister sur ses implications au niveau des luttes immédiates : à force de proclamer que « *la révolution prolétarienne a commencé en Europe* » et de vouloir à tout prix transformer toute lutte en levier pour « *faire sauter le verrou* » et « *débloquer* » la révolution, l'OCI contribue en réalité à casser les luttes immédiates.

Il est stupide et criminel, en effet, de présenter la situation actuelle comme « pré-révolutionnaire » au vu des résultats électoraux du premier tour... Il est stupide et criminel de faire miroiter aux ouvriers la possibilité d'une offensive poli-

litique de classe, *immédiate et d'envergure*, alors qu'ils ne parviennent même pas à opposer une défense sérieuse à l'attaque du capital, à l'augmentation du chômage, à la baisse du salaire réel, à l'aggravation des conditions de travail, de vie et de lutte. Lorsqu'on exige dans ces conditions d'une grève des chèques postaux ou des profs de gym qu'elle... fasse tomber Giscard-Barre, c'est (abstraction faite de l'imbécillité du but) la charger d'une tâche à tel point au-dessus de ses forces, que cela ne peut que lui casser les reins.

Le pire c'est que, pour justifier cette exigence, l'OCI explique aux travailleurs qu'avec *ce gouvernement* il est impossible d'obtenir satisfaction, que « pour la satisfaction des revendications il faut chasser Giscard-Barre ». Ainsi, non seulement elle leur fait croire qu'un gouvernement PC-PS satisferait leurs revendications, mais elle prêche le *défaitisme* dans toute lutte *partielle* et immédiate. Sa position revient à dire que, si nous n'avons pas la force de nous engager dans la lutte révolutionnaire (soi-disant) en faisant tomber le gouvernement, alors nous ne pouvons *rien obtenir du tout*. Elle reprend donc le faux dilemme de l'ultra-gauche « tout ou rien », mais à un niveau dérisoire, puisque son « tout » c'est simplement le gouvernement PC-PS ! Mais lorsqu'on explique ainsi aux ouvriers qu'on ne peut rien arracher à un gouvernement *réactionnaire*, on démoralise ceux qui veulent se battre, on ridiculise leur lutte et on la sabote.

Malgré sa violence verbale et son oppo-

sition apparente aux directions politiques et syndicales, l'intervention de l'OCI converge donc avec leur travail de sabotage des luttes. Comment cela se manifeste-t-il pratiquement ? L'O.C.I. n'aide nullement les travailleurs à se dégager de la confusion des revendications interclassistes pour avancer des revendications *de classe*, simples et immédiates peut-être, mais qui se placent sur un terrain de classe opposé à l'« intérêt national » cher aux traîtres, des revendications qui aident effectivement à unifier les luttes ; elle empêche au contraire cette organisation en courant derrière les bonzes, en les appelant sans cesse à prendre l'initiative et la direction des luttes en proclamant que *sans les bonzes la lutte est impossible* alors qu'en réalité elle est impossible avec eux, bref en contrecarrant la tendance à l'*unification* réelle de la classe aux cris forcenés d'*unité* : l'unité... avec les traîtres. Ainsi on a pu voir les auxiliaires de l'enseignement appeler l'an dernier en même temps à une quasi prise d'assaut du ministère et présenter comme la plus grande victoire l'obtention d'une lettre du secrétaire de la FEN, un virtuose de la collaboration.

Il est compréhensible que l'OCI se désintéresse totalement de ces luttes d'avant-garde que sont les luttes des travailleurs immigrés et des foyers Sonacotra en particulier. De telles luttes ne se dressent pas contre « le gouvernement Giscard-Barre » (les partis de gauche ont le même programme de discrimination, de contrôle et de limitation de l'immigration que lui) mais contre l'*Etat* bour-

geois ; on ne peut pas leur coller l'imbécile débouché politique « *les masses de ce pays veulent une Assemblée Constituante* ». Et ces luttes se sont d'emblée heurtées à une *opposition ouverte* des partis et syndicats « ouvriers » ; elle ont toujours dû se faire ouvertement non pas *sans*, mais *malgré* et *contre* ces directions, si bien qu'elles n'offrent aucune prise à la caricature de Front Unique Ouvrier pratiquée par l'OCI. Celle-ci abandonne à leur isolement, et collabore ainsi, modestement et indirectement, au travail de tous les patriotes.

Son action est plus directe dans les luttes *plus confuses*, qui ne se situent pas encore, ou pas aussi nettement, sur le terrain de classe. La tâche des communistes est d'intervenir dans ces luttes pour les renforcer, pour les aider à surmonter les effets dévastateurs de 50 ans de contre-révolution, pour les aider à briser les obstacles matériels, politiques et organisationnels que la bourgeoisie et les champions de la collaboration de classe accumulent devant elles ; leur tâche est de les aider ainsi à vaincre, tout en les faisant avancer vers une orientation et une organisation de classe, vers l'*union grandissante des travailleurs* en tant que classe qui constitue le véritable *acquis durable* de toute lutte partielle. Ce combat se heurte non seulement à la trahison ouverte des grandes organisations « ouvrières », mais au sabotage plus surnois des pseudo-révolutionnaires. Dans ce domaine comme dans tant d'autres, l'OCI dévoile et pousse jusqu'à la caricature la politique générale du centrisme.

Le jeu de l'impérialisme en Afrique australe

Namibie

Pays « illégalement » occupé par l'Afrique du Sud depuis 1966 après avoir été « légalement » sous la tutelle de cette même Afrique du Sud sous le patronage de l'Angleterre d'abord après le traité de Versailles de 1919, puis directement depuis la sortie du Commonwealth de l'Afrique du Sud en 1961, ancienne colonie allemande aux énormes ressources minières (uranium et diamants entre autres) et stratégiquement bien située sur la route du Cap, la Namibie est entrée dans un processus qui la conduira à terme à l'indépendance politique.

Comme pour la Rhodésie, le problème pour l'impérialisme est d'éviter que l'équilibre ne soit bouleversé à cette occasion. Et les impérialismes occidentaux ont de puissants intérêts en Namibie. Sur le million d'habitants que compte ce pays, 100.000 sont des Européens, dont 20.000 Allemands. Les pays occidentaux les plus intéressés, à savoir les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et le Canada qui selon le Monde du 26-8-78 possèdent « l'essentiel des intérêts économiques » du pays, ont mis au point un plan aux termes duquel, après l'accession à l'indépendance auront lieu des élections au suffrage universel en vue de la formation d'une Constituante. Ce plan cherche à devancer un affrontement entre les masses opprimées de Namibie et l'Afrique du Sud en tentant de se servir du prétexte du « droit international » pour tenter de mettre de côté la trop gênante Afrique du Sud dont on se sert comme d'un repoussoir pour faire accepter une solution impérialiste peinte aux couleurs modernes.

Le plan stipule que pendant la période intérimaire les troupes sud-africaines (20.000 hommes actuellement) se retireront progres-

sivement du pays à l'exception de 1.500 d'entre eux qui devraient rester dans deux bases situées au nord du pays. Ce sont les forces des Nations-Unies qui doivent remplir le vide laissé par le départ des troupes sud-africaines. Les casques bleus des Nations-Unies seront chargés, selon le plan prévu, de « prévenir les infiltrations et de surveiller les frontières du territoire » et de « contrôler la démobilisation des milices civiles, des commandos et des forces ethniques et le démantèlement de leurs organes de commandement ».

La SWAPO (l'Organisation des peuples du sud-Ouest africain) demandait que les soldats sud-africains soient cantonnés au sud et non pas au nord de la Namibie (la SWAPO opère à partir de l'Angola). Les Sud-Africains ont répondu par le criminel raid aérien sur le village angolais de Kassinga qui a fait 600 morts parmi les réfugiés namibiens.

Naturellement, pendant la période de transition le maintien de l'ordre serait assuré par la police sud-africaine. De plus les Sud-Africains ont précisé qu'ils ne retireraient leurs troupes de Namibie que lorsque les hostilités auront cessé, autrement dit quand la SWAPO aura capitulé.

D'autre part l'Afrique du Sud vient de refuser le calendrier proposé par les cinq pays occidentaux. Elle veut maintenant que des élections aient lieu sans la participation de la SWAPO, sur le modèle rhodésien du « règlement interne ». Des élections auxquelles participerait la SWAPO auraient lieu mais dans un second temps et n'auraient sans doute aucune valeur !

Last but not least, le plan présenté par l'ONU est jusqu'ici resté parfaitement silencieux sur la question de Walvis-Bay, seul port en eau profonde du pays, situé exactement au milieu de la côte ouest et contrô-

lant par conséquent toute l'économie du pays, sans parler de sa situation stratégique exceptionnelle. Or, « légalement », l'Afrique du Sud se le réserve comme enclave sous prétexte qu'il existait avant l'existence de la colonie allemande du Sud-Ouest africain. Imaginez donc quelle réalité pourrait avoir un pays dont le cœur ne lui appartiendrait pas ; imaginez un Maroc privé de Casablanca !

Dans un pays aussi minuscule et aussi artificiel quelle assise sociale y a-t-il pour un mouvement politique qui puisse tenir tête à ses puissants ennemis ? Aussi la pauvre SWAPO doit-elle dans les faits faire les plus grandes concessions à tous — sur le plan économique elle a déjà dû promettre que le futur gouvernement se contenterait de 5 % des actions du secteur minier.

Rhodésie

Alors qu'il est question de nouvelles négociations sur l'indépendance de la Rhodésie, les dirigeants blancs ont lancé une série de raids en Zambie et au Mozambique contre les guérilleros de la ZAPU et de la ZANU qui ont fait 2.000 morts. Le régime de Smith a ainsi montré dans quel sens il entendait participer à la conférence élargie que prônent les Anglais et les Américains pour la solution de la « question rhodésienne » et à laquelle ils veulent que soient associés les dirigeants du Front Patriotique.

Pour l'impérialisme anglo-saxon il s'agit d'arriver à un accord entre d'une part le gouvernement provisoire actuel formé autour de Smith et des dirigeants noirs ouvertement vendus, et les dirigeants de la ZAPU et de la ZANU d'autre part. Ce compromis permettrait aux Anglais et aux Américains, en ménageant quelques miettes au Front

Patriotique, de préserver leurs intérêts dans le futur Zimbabwe, tout en ménageant les privilèges essentiels de la colonie blanche. En effet l'affaiblissement du régime actuel pourrait se traduire par un déséquilibre des forces dont pourrait profiter l'URSS.

Ainsi, s'il a « condamné » les raids meurtriers contre les nationalistes noirs, l'impérialisme anglo-saxon s'est bien gardé d'aller au-delà de la simple protestation verbale. Au cours de la récente visite de Smith aux Etats-Unis, le département d'Etat a rappelé que si les Etats-Unis n'approuvent pas le « règlement interne » ils n'ont pas accepté pour autant que « les parties de l'extérieur [les deux composantes du Front Patriotique] jouent un rôle dominant dans la période de transition ». La solution que recherchent les Etats-Unis, a-t-il ajouté, « n'est pas une solution qui donne l'avantage à un groupe de population sur l'autre » (Le Monde du 6-10-78).

L'attitude de Londres et Paris illustre bien cette recherche de l'équilibre. Ainsi la Grande-Bretagne, qui a fermé les yeux pendant des années sur la livraison de pétrole à la Rhodésie par BP, a promis de « renforcer » les capacités défensives de la Zambie. Quant à la France elle a « protesté » contre l'octroi d'un visa à Smith pour sa visite aux USA alors que c'est en particulier avec des hélicoptères français qu'ont été menés les raids contre les bases de la ZAPU.

De leur côté, les dirigeants du Front Patriotique, sous la forte pression des « Etats de la ligne de front », où ils sont basés, ainsi que des impérialismes concurrents qui tiennent le robinet des armes et des promesses économiques, et avec lesquels ils sont poussés au compromis par leurs positions de classe tout autant que par la faiblesse et

(suite page 8)

Solidarité avec les victimes de la répression en Tunisie

(suite de la page 1)

sujet des « procès bâclés » comme s'il existait un procès « loyal » qui ne soit pas une manifestation de la violence sociale de la bourgeoisie. Ils prétendent défendre les détenus... dossiers vides comme si la justice bourgeoise n'était pas capable de « remplir » à son aise les fameux dossiers. Bref, ils déploient toutes leurs forces pour empêcher que la lutte de défense et la solidarité à l'égard des victimes de la répression bourgeoise ne se tiennent sur le terrain de la force, sur le terrain de classe, le seul qui puisse, dans la réalité, assurer et la défense efficace de nos frères de classe détenus et le développement de la lutte ouvrière en forgeant l'union grandissante des rangs du prolétariat.

Enfin, les bonzes de la CFDT, tout comme les autres forces démocratiques d'ailleurs, ont réussi à organiser tout un meeting sur la Tunisie sans dire un mot sur le rôle de l'impérialisme français dans la perpétuation du système d'exploitation et d'oppression capitaliste et ce, non seulement en aidant économiquement la bourgeoisie tunisienne à colmater les brèches qui s'ouvrent sans cesse et qui ont fait éclater le « pacte social » mais aussi en assurant le renforcement de l'appareil policier et militaire afin de prévenir les soulèvements populaires et les réprimer quand il le faut. Pour apprécier en effet le degré de cynisme avec lequel Paris approuva la répression sanglante du 26 janvier rappelons que l'Assemblée nationale n'a ratifié les protocoles d'accord, signés avec la Tunisie le 21 juillet 77 et portant sur les facilités de crédits de 80 millions de francs, qu'après s'être assurée que l'Etat tunisien avait passé l'épreuve du Jeudi rouge. Voilà qui en dit long sur la responsabilité de l'impérialisme français dans les événements sanglants de Tunisie. C'est pourquoi la solidarité de classe avec le prolétariat tunisien et particulièrement avec les militants emprisonnés passe nécessairement ici par la lutte résolue contre la bourgeoisie française et ses agents au sein du mouvement ouvrier que sont les social-chauvins des partis « ouvriers » bourgeois et les directions des confédérations syndicales.

En Espagne, vers le parti unique de la démocratie

(suite de la page 1)

Mais il ne suffit pas de remplacer les fascistes par des démocrates encore plus « fermes et efficaces ». Il faut aussi intégrer dans « l'action contre le terrorisme » toutes les forces de la nation : « La société démocratique que l'immense majorité des Espagnols sont en train de construire doit se défendre. [...] Et la société, c'est nous tous : partis, organisations et corps sociaux, citoyens, opinion publique. C'est à nous qu'il appartient de défendre la liberté contre le crime. [...] La mobilisation des citoyens contre le terrorisme doit faire partie de la défense de la liberté, de la démocratie. [...] Cette défense a ses instruments dans les forces politiques, syndicales, sociales, démocratiques. C'est là une loi de la démocratie. La seule loi que nous devons tous respecter » (idem). Voilà l'essence de la réforme démocratique de l'Etat : renforcer l'appareil policier et le compléter par la mobilisation « du peuple et de ses forces représentatives ». C'est précisément par l'association des « représentants du peuple » — partis, syndicats, etc. — à la défense de l'ordre, au renforcement de l'Etat que la démocratie fascisante est une forme de dictature de la bourgeoisie plus ferme et plus efficace que le fascisme qui l'a précédée. Autant dire que le prolétariat doit la combattre avec davantage encore de fermeté et d'efficacité.

Parallèlement à ce renforcement de l'Etat, il faut assurer du répit au capitalisme espagnol grâce à une trêve sociale de longue durée qui le mette à l'abri des incommodes « perturbations » provoquées par les grèves annuelles pour les renouvellements des conventions collectives. « Il faut un plan économique et social d'une certaine durée » explique Carrillo dans l'article déjà cité. Et le Conseil confédéral des Comisiones Obreras, réuni le 16-17/9, définit cette durée : « Il ne sera grâce à un accord politique et économique d'une durée d'environ trois ans » (MO, 21-27/9/78). Il est certain que cet accord inclura un blocage des salaires, exigé unanimement par les patrons et que le

PCE et les CC.OO. ne manqueront pas d'accepter, comme ils l'ont fait lors du pacte de la Moncloa. Bref, les ouvriers espagnols devraient se serrer davantage la ceinture et s'abstenir de la lutte jusqu'en 1981...

Pour mener à bien ce plan de sauvetage, il faut que l'ensemble des « forces démocratiques » (partis, syndicats, organisations patronales, etc.) s'unissent dans « un programme, un effort national » Carrillo dit. « Les problèmes [politiques, économiques et sociaux] ont une telle ampleur qu'ils ne peuvent être résolus par le seul parti au gouvernement. Ils concernent toute l'Espagne, tous les secteurs politiques démocratiques, et leur solution doit être l'œuvre d'un effort commun concerté ». C'est toujours Carrillo qui parle !

La démocratie, pour se maintenir, doit se débarrasser d'un de ses traits les plus caractéristiques, celui-là même qui la distingue formellement des régimes totalitaires, fascistes : la concurrence parlementaire entre partis ayant des programmes divergents, la division entre partis du gouvernement et partis d'opposition. Tous les partis doivent avoir désormais formellement le même programme (formellement, car en réalité ils ont toujours eu, par-delà leurs divergences et oppositions, le même programme en substance : défendre le capital et maintenir l'ordre bourgeois). Ce programme unique doit être maintenu à tout prix « au-delà même des changements que pourrait introduire un résultat électoral quelconque » (Carrillo, toujours Carrillo).

Pour assurer son application, pour fonder majorité et opposition dans un même parti de gouvernement, pour intégrer tous les partis à l'administration de la res publica, Don Santiago propose la création d'un super-parti qui disciplinerait tous les partis membres à ce programme commun. « Il est indéniable que l'approbation d'un programme politique, économique et social exigerait inéluctablement la création d'un organe de supervision [órgano de seguimiento] permettant aux

forces non représentées dans le gouvernement d'intervenir de façon effective dans son application. » Intégrer les partis d' « opposition » au gouvernement tout en les laissant au-dehors (démocratie oblige !), voilà le but du réformisme « ouvrier ». Et pour ce faire, il faut créer un véritable parti unique de la démocratie destiné à veiller à l'application du programme commun de toutes les forces de la démocratie. Le réformisme « ouvrier » se fait le promoteur de ce qui, historiquement, a été le fait du fascisme : le parti unique de la bourgeoisie. Mais tandis que ce dernier a dû l'imposer par la force, en dissolvant les partis de la démocratie (réformisme « ouvrier » compris), la démocratie contemporaine le fait par la libre volonté des partis et en les intégrant tous à l'Etat. Merveille de la démocratie fascisante !

Et c'est justement parce qu'elle obtient par le consensus l'intégration de toutes les forces sociales au maintien du régime que la démocratie est plus apte que le fascisme à absorber les tensions sociales, à canaliser la lutte de classe vers la collaboration avec la classe dominante. Santiago Carrillo en est pleinement conscient : « Un parlementaire a dit qu'il était contre le projet de Constitution parce qu'il « légalisait la lutte de classes » [...]. Il est difficile d'imaginer une bêtise plus monumentale. La lutte de classes est une réalité en toute société capitaliste. Vouloir la rendre illégale est, en fait, l'aggraver et l'aiguïser. [...] L'avantage de la démocratie sur la dictature est en ce qu'elle ouvre les canaux politiques et sociaux pour que cette lutte s'écoule de la façon la plus civilisée possible ».

Les prolétaires au contraire doivent rompre ces canaux démocratiques de la collaboration de classes qui l'enchaînent au capital et à son Etat, pour que la lutte de classe déborde le cadre « civilisé » de la démocratie et se place sur le terrain « non civilisé » de la lutte ouverte contre le parti unique de la démocratie. Pour cela ils doivent se constituer en parti unique de la révolution et de la dictature prolétariennes.

Le Parti face à ses responsabilités dans la période actuelle

1) Les développements de la crise, et en particulier, les efforts de la classe dominante et de ses laquais réformistes pour imposer à la classe ouvrière une diminution radicale du niveau de vie ; une plus grande intensité du travail ; une autodiscipline dans les revendications économiques et dans l'utilisation de la grève, tout ceci dans le cadre d'une subordination croissante aux exigences du capital, rendent encore plus urgent dans tous les pays l'engagement du Parti dans la défense des conditions de vie et de travail du prolétariat et dans l'organisation de cette défense, de cette autodéfense au sens le plus large du terme.

Ce travail a pour champ d'action naturel le syndicat traditionnel, même si les possibilités d'utilisation de son réseau sont aujourd'hui de plus en plus limitées pour un travail d'agitation d'orientation classiste, mais aussi les organismes qui se constituent à l'extérieur des syndicats avec toutes les limites qu'ils ont mais

Participation aux luttes immédiates et propagande contre les solutions réformistes à la crise

Notre travail reste essentiellement capillaire, même s'il ne faut pas sous-estimer les occasions que de brusques explosions de combativité ouvrière peuvent, localement, pour l'instant, nous offrir. En tout cas, ce n'est pas à l'aune des succès immédiats et visibles que nous mesurerons l'importance de notre action, qui est surtout destinée : 1) à faire davantage connaître le parti en tant qu'organisation militante ; 2) à faire la preuve — et ceci doit faire naître la confiance à notre égard d'une couche combattive d'ouvriers, sinon notre influence sur elle — que les communistes qui connaissent et ne cachent pas les limites de la simple défense économique, sont aussi les seuls qui s'efforcent de la mener à fond et de l'organiser avec continuité et abnégation et les seuls qui comprennent l'importance de ce travail dans la situation présente où il faut reconstituer tout le réseau de classe en l'absence duquel l'activité politique de la classe et le développement du parti resteraient bloqués ; 3) dans une perspective non immédiate, à attirer sur le plan de la lutte politique et donc du parti un noyau sélectionné et combatif de prolétaires.

Posant ainsi les bases d'une intensification de la propagande et de l'agitation politique en liaison étroite avec l'action économique, la presse devra consacrer une large place à la dénonciation des différentes mesures adoptées ou discutées par le gouvernement et les partis et syndicats « ouvriers » et dont la compréhension est souvent difficile pour les travailleurs, mais aussi et surtout à la vision théorique marxiste du cycle permanent de prospérité et de crise que le capitalisme traverse nécessairement.

C'est d'ailleurs cette lutte de défense immédiate qui impose avec une urgence et une évidence dramatiques de montrer ce qu'est devenu après un long parcours le syndicat « ouvrier », ce qu'est et ce que signifie pour les prolétaires ce qui s'appelait autrefois l'« opportunisme » et qui se

Lutte contre la guerre, le social-impérialisme et le social-chauvinisme

2) Comme cela a été synthétiquement rappelé et mis en relief au cours de la Réunion générale de l'automne 77 et comme cela a été repris dans des articles et des études ultérieurs, mûrissent à l'échelle internationale les conditions matérielles d'un cours orienté — même si ce n'est pas à brève échéance — vers une nouvelle guerre impérialiste dont se dessinent, de façon fluide comme toujours et souvent contradictoire, les alignements de force fondamentaux. Le long de ce chemin tourmenté s'aggravent et se reproduisent, en une succession tantôt extrêmement rapide, tantôt lente, les conflits armés locaux, dont les aires privilégiées sont l'Afrique, le Moyen-Orient, la zone du Golfe Persique et de l'Océan Indien, et dont il n'est pas exclu qu'ils se

L'effort d'homogénéisation et d'encadrement du travail que le Parti a engagé notamment avec les circulaires sur la presse internationale et sur le travail dans les organismes naissant en dehors des syndicats officiels, ainsi que par la série de réunions centrales ou régionales en cours, s'insère dans l'ensemble des responsabilités auxquelles celui-ci est et sera de plus en plus confronté du fait de l'évolution de la situation internationale, responsabilités qui doivent se traduire par des indications très précises pour la propagande, l'intervention dans les luttes ouvrières et l'agitation et dont la presse doit être le principal instrument.

aussi avec toutes leurs potentialités.

Loin de nous faire des illusions ou d'en faire naître sur les perspectives de succès de cette activité, nous sommes convaincus que ce qui nous attend c'est un travail difficile à longue échéance, compte tenu premièrement du fait que les syndicats se raidissent de plus en plus sur des positions de sabotage ouvert de la lutte de classe et, deuxièmement, compte tenu de la fragilité des organismes extra-syndicaux et des obstacles créés en leur sein par toute la gamme des formations spontanistes et pseudo-révolutionnaires.

révèle de plus en plus tel que nous l'avons déjà montré il y a soixante ans, c'est-à-dire comme l'« aile gauche » de l'éventail bourgeois, et de montrer aussi quelles sont les formations qui ont pris la place du centrisme et même du réformisme classique pour remplir la fonction qui consiste offrir un exutoire provisoire à la colère prolétarienne.

Sur tous ces points il faut que le Parti dise beaucoup plus que ce qu'il a dit et pu dire jusqu'à présent.

Il faudra en outre suivre attentivement et faire connaître aux prolétaires les épisodes de résistance ouvrière vigoureuse contre les attaques du capital qui se produisent de plus en plus fréquemment dans différents pays — et qui sont destinés à se multiplier, sous la poussée des facteurs objectifs, sous forme d'explosions brusques et violentes —, en ayant bien présent à l'esprit le fait que nous sommes et que nous serons de plus en plus les seuls à les faire connaître.

Sans triomphalisme, mais aussi sans réticences — car il s'agit de bilans indispensables pour l'orientation pratique et l'action militante du parti — il faudra illustrer avec l'ampleur qu'ils méritent les cas où la continuité et la cohérence de l'activité syndicale menée, même si c'est dans des conditions objectives particulièrement favorables — ont permis ou permettront de prendre la tête d'agitations, d'assumer la responsabilité et la direction dans des organes périphériques au niveau syndical et dans des organismes extra-syndicaux et, de toutes façons, illustrer les cas qui ont permis de donner une contribution non pas rhétorique mais effective à l'organisation de défense des salariés.

Sur tous ces points nous sommes en train de rassembler un matériel important mais qu'il faudra compléter par une documentation plus récente avant de le mettre sous une forme adaptée à la disposition de notre réseau organisationnel.

rallument périodiquement dans l'Asie du Sud-Est.

Dénonciation de cette course à la guerre, d'abord localisée, puis générale ; examen attentif de ses manifestations et de ses causes ; mise en évidence de l'ensemble des intérêts en jeu et des manœuvres des grands impérialismes et des petits impérialismes, etc. : telles sont les tâches auxquelles le Parti est appelé à consacrer ses efforts, comme il l'a déjà fait en partie avec les rapports périodiques sur le cours de l'impérialisme, le rapport à la Réunion générale de l'an dernier, la longue étude sur l'Afrique « proie des impérialismes » qui est en cours de publication dans **Programme Communiste** (et qui sera traduit dans d'autres langues), et avec les articles qui

ont déjà été consacrés au Moyen-Orient, à la Corne de l'Afrique, au Sahara, à l'Asie du Sud-Est, à l'Iran, etc.

Il reste cependant beaucoup à faire, en particulier en ce qui concerne l'évolution des rapports USA-URSS, USA-Chine, USA-Europe occidentale, URSS et pays prétendument « socialistes », l'évolution des rapports entre l'Allemagne occidentale et le Japon et les deux superpuissances et Pékin, mais aussi à propos d'aires particulières comme l'Afrique australe ou la péninsule indochinoise ou pour des aspects particuliers comme la course aux armements, l'industrie et le commerce des armes.

On ne peut cependant pas s'en tenir à ce travail d'analyse et de « prévision » du cours historique. Il faut reprendre comme grandes questions la position du communisme révolutionnaire face à la guerre, comme on a commencé à le faire (mais précisément il s'agit d'un début), la préparation de la riposte prolétarienne contre la guerre dans le sens du défaitisme révolutionnaire et la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, non seulement sur le plan théorique, mais sur le plan pratique et tactique.

La dénonciation politique de l'issue vers laquelle est nécessairement poussée la société bourgeoise dans sa tentative désespérée de résoudre ses contradictions devra accompagner l'action d'intervention et d'agitation sur le plan économique, et se montrer pour ce qu'elle est : partie intégrante de la défense de la classe ouvrière contre la classe qui l'exploite et l'opprime, contre la classe qui s'arme de plus en plus pour la maintenir dans

Solidarité avec les luttes révolutionnaires du « Tiers-Monde » et combat contre la « démocratie blindée »

3) Le travail de dénonciation politique s'étend à deux domaines étroitement liés à celui des conflits interimpérialistes et de la crise de la société bourgeoise : les luttes de libération nationale et l'évolution, commune à tout l'univers capitaliste, vers la « démocratie blindée ».

En ce qui concerne les mouvements sociaux qui se dressent contre l'oppression impérialiste, le parti se doit, comme ceci a été également souligné à la Réunion générale de l'automne 77, de mettre en relief toutes les manifestations de l'émergence de luttes où le prolétariat devra apparaître de plus en plus avec ses intérêts de classe propres, comme résultat de la généralisation des rapports sociaux modernes dans de vastes aires géographiques, sous l'effet de la grande vague d'émancipation des pays coloniaux, et même là où cette vague, comme en Afrique australe arrive en retard par rapport à l'Asie à l'heure où l'évolution sociale a déjà produit en masse d'authentiques prolétaires.

Nous avons déjà eu l'occasion d'illustrer (mais il faudra y revenir) à propos du Moyen-Orient et de l'Afrique la trahison toujours plus rapide des composantes bourgeoise et petite-bourgeoise de la vague nationale-démocratique effrayées par la menace d'une action radicale des composantes plébéienne et prolétarienne, ce qui nous impose d'apporter résolument notre solidarité à l'égard des manifestations de cette rupture et de montrer que seule l'intervention active du prolétariat du monde capitaliste avancé sera capable de défendre les masses exploitées contre la trahison de leurs bourgeoisies et l'oppression de l'impérialisme dans l'orbite duquel ces bourgeoisies sont de plus en plus poussées à agir.

C'est au prolétariat des nations qui « émergent » qu'incombe, contre les manœuvres dilatoires et capitulaires de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie

la sujétion, et qui se prépare à la jeter dans un nouveau carnage après l'avoir désarmée sur le plan politique et organisationnel grâce à l'aide essentielle des partis réformistes, sociaux-démocrates ou staliniens et qui, dans un premier temps, essaie de la mobiliser, avec l'aide de ces mêmes partis, dans une nouvelle croisade « libératrice ». Ce n'est pas par hasard que la toute récente Réunion générale a eu pour sujet : 1) le cours de l'impérialisme et la crise ; 2) le marxisme et la guerre.

La lutte dans tous les pays contre son propre impérialisme qui est la seule manière véritable d'unifier le prolétariat de tous les pays mais aussi la manière indispensable bien qu'élémentaire qu'ont les communistes et, d'une façon générale, les prolétaires des grands Etats impérialistes de manifester leur solidarité envers les masses prolétariennes et populaires qui en sont victimes — doit être menée dès maintenant et, sur ce plan, une responsabilité particulière incombe aux sections françaises et à notre presse anglo-saxonne, tant parce que les impérialismes français et anglo-saxon sont engagés directement ou indirectement dans des actions militaires et répressives que parce que ces sections sont en contact quotidien avec des prolétaires immigrés venant des pays sur lesquels cette action s'exerce. Mais tout le parti est engagé dans le travail de propagande, d'agitation et de dénonciation de cette activité criminelle que mènent également les puissances mineures et même les « impérialismes en haillons » qui ne peuvent pas se permettre le luxe d'intervenir militairement dans les zones chaudes de la planète, mais qui n'en sont pas moins impérialistes et co-responsables des entreprises impérialistes des autres pays, sans parler des Etats comme l'Allemagne et le Japon, etc., dont la pénétration impérialiste dans les aires les plus diverses se fait sous le masque de l'exportation « pacifique » de capitaux et d'armes.

locales, la responsabilité de conduire, de façon radicale et conséquente, à la tête des paysans sans terre, la lutte anti-impérialiste et d'intervention despotique dans les rapports de propriété sur le plan général, et à la campagne, lutte à laquelle les bourgeoisies nationales ont désormais renoncé dans de vastes aires géographiques.

C'est la tâche du prolétariat des métropoles impérialistes, en se libérant de l'hypothèque fatale de la social-démocratie et du stalinisme, de donner à ces luttes l'issue décisive qu'elles ne peuvent avoir avec les seules forces des masses prolétariennes et plébéiennes autochtones.

C'est notre tâche de rappeler sans relâche et avec une énergie croissante la nécessité et l'urgence de cette soudure vitale. Sur ce plan, tant le développement prévu de notre presse en langue espagnole destinée à l'Amérique latine et de notre presse en langue arabe destinée au Maghreb et au Moyen-Orient que l'effort du parti en direction des prolétaires immigrés que les grandes métropoles européennes et nord-américaine tour à tour attirent des pays du « Tiers-Monde » et refoulent vers eux, prennent une importance particulière, et toute notre organisation doit se sentir concernée.

Sur le second point, celui de l'évolution générale vers la « démocratie blindée », la tâche du Parti est de montrer que le cours totalitaire et autoritaire de la démocratie s'inscrit comme un processus irréversible dans toute l'analyse marxiste, et tout particulièrement dans nos « Perspectives de l'après-guerre », et d'indiquer aux prolétaires une réponse qui ne soit pas celle de la revendication d'un retour aux « libertés » et aux « droits » du passé, mais qui s'identifie à la préparation de l'assaut révolutionnaire contre le pouvoir centralisé de la bourgeoisie et de l'instauration de la dictature monoclasse, monoparti et ouvertement totalitaire du

(suite page 8)

Le prolétariat et la guerre

(Rapport à la Réunion Générale du Parti d'Octobre 1978)

LES GUERRES PROGRESSISTES

Bien que toutes les guerres comportent des horreurs et des souffrances, les communistes ne les condamnent pas toutes. Il existe en effet des guerres utiles, des guerres qui favorisent le développement de l'humanité, des guerres qui contribuent à abolir des rapports sociaux faisant obstacle à l'apparition d'un nouveau mode de production. Certes, ce sont les révolutions, c'est-à-dire les guerres civiles, qui sont l'instrument essentiel de ces bouleversements, mais les guerres entre Etats y jouent aussi un rôle.

Si l'exposé a insisté sur les guerres nationales-révolutionnaires de la bourgeoisie dans sa phase ascendante, c'est parce que l'appui que les communistes ont donné à ces guerres est utilisé par l'opportunisme pour justifier son adhésion aux guerres impérialistes, aux guerres provoquées par le capitalisme à son stade suprême et réactionnaire. Il faut donc préciser que notre soutien à ces guerres révolutionnaires n'impliquait nullement notre adhésion au principe de la Nation, de la constitution en Etats nationaux ou de la « libération nationale ». Il marquait simplement la reconnaissance du fait que telle était la voie de la destruction des rapports précapitalistes, la voie qui menait non pas à l'unité de la Nation ou du Peuple, mais au développement de la lutte de classe moderne.

Pour critiquer le social-chauvinisme, nous n'avons donc pas besoin de commettre une erreur simpliste, dénoncée par Lénine, et de nier la possibilité de guerres nationales à l'époque impérialiste. Le marxisme a montré que l'ère des guerres nationales-révolutionnaires, c'est-à-dire démocratiques-bourgeoises, est close en Europe depuis 1871; dans d'autres continents elle ne s'est ouverte que bien plus tard, et si elle se ferme progressivement, ce n'est pas à cause d'un « décret », mais du développement de l'histoire et de la liquidation progressive des structures précapitalistes. L'impérialisme implique cependant aussi l'oppression et l'exploitation de petites nations bourgeoises par les grands monstres impérialistes, et des guerres nationales contre cette oppression sont possibles, même en Europe (par exemple, dans les années 20, une guerre de libération de l'Allemagne écrasée par le traité de Versailles...): cela ne signifie pas qu'une telle guerre aurait un caractère révolutionnaire justifiant le soutien du prolétariat.

Dans l'aire bourgeoise, la seule guerre révolutionnaire est celle qui est menée par un Etat prolétarien contre les Etats bourgeois. Le fait de mener ou non une telle guerre, défensive ou offensive, n'est pas une question de principe, mais dépend uniquement des circonstances. De toute façon elle n'a pas un caractère national, mais se présente comme une bataille de la guerre civile internationale, subordonnée à sa stratégie générale.

Les guerres impérialistes

Les guerres impérialistes, ce sont celles que se font les grands Etats bourgeois pour le partage et le repartage du monde suivant le rapport variable de leurs forces. La mythologie bourgeoise et petite-bourgeoise prétend que la généralisation et l'essor du capitalisme et de la démocratie rendent les guerres évitables et même impossibles. Nous montrons au contraire qu'elles sont inévitables: plus le capitalisme se développe, plus ses contradictions deviennent violentes et éclatent périodiquement dans de grandes crises dont le point culminant, si le prolétariat n'y intervient pas comme classe pour renverser la domination bourgeoise, ne peut être que l'affrontement armé entre les Etats, la guerre.

Outre qu'elle divise le prolétariat et permet à la bourgeoisie de le contrôler plus étroitement, cette guerre réalise une destruction massive de produits, de moyens de production et de producteurs,

L'exposé sur le cours de l'impérialisme fait à la récente réunion générale montre que le capitalisme mondial n'a surmonté la crise productive de 1975 qu'en accentuant l'exploitation de la classe ouvrière, et qu'il l'accentuera encore plus afin d'augmenter les profits et de permettre ainsi une relance des investissements et de la production, bref une accumulation élargie du capital. Ce faisant il crée les conditions de crises encore plus graves qui, sur le terrain du capitalisme, n'ont d'autre solution qu'une troisième guerre impérialiste.

A la réunion générale d'octobre 1977, l'exposé sur l'évolution des rapports interimpérialistes avait d'ailleurs montré que la période de l'après-guerre est close et que le monde bourgeois est entré dans une nouvelle période d'avant-guerre (voir Le Prolétaire n° 255 et 256). C'est pourquoi le second exposé de cette réunion générale était consacré à la question de l'attitude du prolétariat face à la guerre.

Notre parti n'a certes pas attendu que la menace de la troisième guerre impérialiste se dessine effectivement pour définir sa position par rapport à la guerre impérialiste. Au contraire, le refus de participer sous quelque forme que ce soit à la deuxième guerre impérialiste, aux côtés d'un des blocs soi-disant préférable à l'autre, a été l'une des bases de la résistance de notre courant à la dégénérescence de l'Internationale Communiste et de la reconstitution de notre mouvement après la guerre. Et si, contrairement aux immédiatistes ballottés par les événements, il savait même aux moments les plus spectaculaires de la « guerre froide » que la troisième guerre mondiale n'était pas imminente, notre parti n'en a pas moins revendiqué et proclamé constamment sa position face à cette guerre. Aujourd'hui, cependant, l'évolution de la situation, qu'il a d'ailleurs prévue et annoncée, lui impose une tâche plus directe et plus précise: commencer à préparer effectivement le prolétariat à faire face à la menace et aux préparatifs politiques et matériels d'une éventuelle troisième guerre impérialiste.

La réunion générale s'est appliquée à rappeler les positions de principe des communistes par rapport à la guerre impérialiste, afin d'assurer les bases de cette préparation. Nous indiquons ici les grandes lignes de l'exposé qui a été abondamment les textes de notre courant depuis 1914 et les textes classiques de Lénine, en particulier Le socialisme et la guerre et La faillite de la II^e Internationale. Un compte rendu plus complet sera publié ultérieurement dans notre revue Programme Communiste.

de capital et de travailleurs. C'est la façon bourgeoise de résoudre la crise d'engorgement du marché mondial, et elle ouvre la voie à un nouveau cycle forcené d'accumulation.

Les Etats bourgeois se moquent pas mal de la forme d'organisation de leurs concurrents, ils cherchent à leur arracher leur terrain de chasse, les zones d'influence et les marchés. La démocratie n'a pas grand-chose à voir là-dedans, tout au plus permet-elle à l'Etat bourgeois de s'assurer le consentement et l'appui de ses esclaves. C'est la propagande bourgeoise qui prétend que les Etats font la guerre par amour de la paix, de la liberté et de la démocratie et les partis « ouvriers » ont complaisamment repris ces mensonges au cours de la deuxième comme de la première guerre impérialiste, et justifient ainsi déjà d'avance, qui d'un côté, qui de l'autre, leur participation à la troisième.

La participation du prolétariat aux guerres impérialistes

La base de l'adhésion des prolétaires à la guerre impérialiste, c'est la collaboration de classe sous toutes ses formes, l'idéologie et la pratique d'une solidarité nationale entre toutes les classes. Ce sont les surprofits impérialistes et coloniaux qui permettent à la bourgeoisie des grandes puissances de concéder provisoirement, surtout aux couches supérieures du prolétariat, les miettes qui rendent cette solidarité et la politique opportuniste qui la reflète crédibles. Lorsque le moment des sacrifices « communs » arrive, il risque d'être trop tard pour réagir: les habitudes et le réflexe de solidarité nationale jouent. Si, de plus, les organisations que les ouvriers se sont données pour lutter contre la bourgeoisie préchent alors ouvertement l'Union sacrée, toute réaction organisée est impossible.

En 1914, la pourriture des partis socialistes est apparue brusquement, laissant les masses désemparées, désorganisées et livrées à l'autorité militaire. La guerre de 1939 a éclaté alors que le prolétariat s'enfonçait dans le cycle de la contre-révolution, et que l'I.C. dégénérée l'avait déjà conduit sur le terrain de la défense de la démocratie contre le fascisme: il était déjà préparé à participer à la guerre dans le camp des alliés, surtout à partir du moment où l'URSS s'était rangée dans ce camp.

La « défense de l'URSS » était certes un devoir pour le prolétariat mondial, tant que l'Etat des soviets représentait la dictature du prolétariat. Celui-ci défend

alors non pas tant les réalisations économique-sociales de cet Etat, mais le bastion avancé de la révolution mondiale qu'il était et voulait être; il ne pouvait donc le défendre que comme une armée défend un de ses avant-postes, et à l'époque la « défense de l'URSS » était synonyme de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat contre sa bourgeoisie. La contre-révolution stalinienne a renversé les termes du rapport. Utilisant le prolétariat international aux fins de l'Etat russe, il a subordonné les luttes de classe à ses alliances de guerre, en cachant son caractère non prolétarien et désormais national sous le drapeau mensonger du « socialisme dans un seul pays ».

Pour justifier l'adhésion du prolétariat à la guerre le stalinisme a utilisé aussi des arguments qui étaient déjà apparus à l'époque de la première guerre impérialiste. Dès 1920, le courant de la « gauche » de Hambourg essayait d'identifier défense nationale et révolution prolétarienne, de faire prendre en charge par le prolétariat le sauvetage de la nation allemande.

Malheureusement, Rosa Luxemburg elle-même avait ouvert la porte à de tels glissements. Dans la brochure de Junius (1913), elle voulait « justifier » un programme révolutionnaire (d'ailleurs davantage bourgeois-démocratique que prolétarien) par l'exigence d'une « véritable » défense du pays. On a rappelé les vigoureuses critiques de Lénine, qui a montré qu'il s'agissait là en quelque sorte d'une tentative de « jouer au plus fin avec l'histoire » et d'amener sournoisement les patriotes et philistins à... la révolution socialiste!

Dans les meilleurs cas, ce sont des illusions de ce genre qui animaient ceux qui prétendaient conduire les prolétaires « de la Résistance à la Révolution ». Mais, sincère ou traître, le « partisanisme » n'a servi qu'à intégrer les masses prolétaires dans la guerre impérialiste et à leur interdire toute perspective et toute lutte propres: lors même qu'il revendiquait la guerre civile, c'était pour les détourner de la guerre de classe.

L'attitude révolutionnaire face à la guerre

L'attitude que le prolétariat doit prendre par rapport à la guerre impérialiste est clairement définie depuis un siècle. Lénine montre que le Congrès de Bâle (1912) qui énonce cette position de la façon la plus nette se réfère lui-même à la Commune de Paris.

Certes, la guerre donne à la bourgeoisie des facilités pour contrôler les ou-

vriers, surtout grâce à l'aide des partis traîtres, mais elle correspond à une crise profonde et générale de la société bourgeoise. Le prolétariat doit exploiter cette situation, profiter des difficultés de la bourgeoisie et de l'ébranlement de tous les rapports sociaux pour pousser la lutte de classe en avant, vers la révolution. La question d'une éventuelle « défense révolutionnaire », non pas de la Nation ou du Pays, mais de l'outil indispensable qu'est la dictature prolétarienne ne peut se poser qu'après la prise du pouvoir. Jusque là le prolétariat doit rejeter aussi bien le pacifisme illusoire que toute espèce de « défensisme », il doit opiniâtement se battre pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

Notre courant a souligné dès 1914 que le refus de la « trêve sociale », la poursuite et même l'accentuation de la lutte de classe pendant la guerre, affaiblit l'Etat bourgeois face à ses ennemis et peut contribuer à sa défaite militaire. Mais il ne se contente pas d'accepter cette défaite comme une hypothèse d'école, il déclare hautement que la défaite de son propre Etat crée des conditions infiniment plus favorables à la révolution que la victoire. Lénine affirme de la même façon que dans la guerre impérialiste le prolétariat de chaque pays ne peut vouloir que la défaite de son propre Etat. Non pas pour favoriser ou aider un autre Etat bourgeois, car cette position est impérialiste dans tous les pays, mais parce que ce défaitisme révolutionnaire est la condition de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile internationale.

Les tâches du parti

Le prolétariat a abordé la première guerre impérialiste avec une sorte de naïveté; son organisation revendiquait en paroles les positions révolutionnaires, alors qu'en fait elle était minée par la pratique de la collaboration de classe et au moment crucial elle est passée ouvertement à l'ennemi, empêchant toute réaction de masse. Le travail de propagande politique et d'organisation accompli par les fractions de gauche joint aux horreurs de la guerre donneront lieu à des actions de masse contre la guerre; mais si ces actions sont parvenues à mettre fin à la guerre, elles n'ont pu aller jusqu'à la victoire de la révolution. Sauf en Russie, où les bolchéviks avaient effectué un long travail de préparation.

La deuxième guerre a éclaté en pleine période de contre-révolution et de dégénérescence de l'I.C.; même les courants d'« opposition » participaient presque tous à cette dégénérescence. Cette faiblesse politique et la force organisationnelle du stalinisme, qui s'était emparé de l'instrument centralisé et discipliné forgé par les communistes, ont permis de canaliser même les réactions spontanées contre la guerre dans le sens de la défense de la démocratie et de les intégrer dans l'un des camps impérialistes. Le prolétariat n'était pas en mesure de lutter contre la guerre, et la deuxième guerre mondiale ne pouvait pas produire une vague révolutionnaire analogue à celle de 1918-20.

A la fin de cette guerre, le cycle de la contre-révolution, loin d'être achevé, se poursuivit. A l'époque, notre tâche était essentiellement la restauration et la défense des principes communistes, base indispensable pour la renaissance d'une large mouvement de classe. Aujourd'hui, un nouveau cycle révolutionnaire s'annonce, et nous devons préparer le prolétariat au moment où l'éclatement violent des contradictions du capitalisme le placera de nouveau brutalement devant l'alternative: guerre ou révolution, dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat.

Sans prétendre que la révolution parviendra à coup sûr à empêcher la guerre,

(suite page 8)

Questions de la lutte économique et syndicale

L'union des ouvriers contre les capitalistes est un principe !

● Dans la marine marchande, pas racistes, mais...

Une des tendances générales du capital, c'est de remplacer la force de travail coûteuse par des travailleurs moins payés, même à travail égal : femmes, jeunes, immigrés... C'est ce que vient de faire la Nouvelle Compagnie des Paquebots, en engageant du personnel d'hôtellerie asiatique, sous-payé et sans garantie. Expliquant crûment qu'il s'agit de « la seule chance de survie qu'il y ait pour elle-même, et plus généralement, pour l'activité de croisière en France », elle proclame ainsi clairement que les intérêts du capital et ceux des ouvriers sont directement antagonistes.

Il n'y a pas trente-six réponses prolétaires à ce genre d'agression : la seule contre-offensive qui renforce l'unité des travailleurs consiste à exiger l'égalité des conditions de travail et de salaire pour tous, pour désamorcer la concurrence créée par les patrons.

Comme on s'en doute, ce n'est pas ce mot d'ordre qu'ont mis en avant les directions syndicales, qui sont pour le contrôle de l'immigration et contre la libre circulation des travailleurs ! Fin octobre elles ont détourné la défense des conditions de travail de tous les prolétaires en une grève dans les ports dirigée contre l'embauche de ces travailleurs, et la CGT a expliqué dans son communiqué du 26 octobre : « L'embauche du personnel étranger sous-payé constitue tout à la fois une discrimination raciale honteuse, et un moyen de créer une concurrence entre travailleurs pour s'attaquer au niveau de vie des marins ». Comme tous les social-chauvins, la CGT et le PC (docilement suivis par la CFDT) ont un moyen bien simple de lutter contre la discrimination raciale et l'apartheid : renvoyer les étrangers chez eux ! Mais, racistes, eux ? Jamais !

(suite page 7)

La journée de 7 h. maximum, tout de suite !

Alors que l'Humanité du 18-10 annonçait avec une fierté peu contenue que la CGT avait refusé la négociation avec le CNPF sur les 1.920 heures annuelles de travail, la centrale s'opposant à cette réforme « trompe-l'œil » qui conduit à l'aménagement du travail et non à sa réduction (dixit Krasucki), soumet le salarié aux aléas de la production, permet de peser sur l'absentéisme et, ajoute le journaliste de l'Humanité, « d'écorner au passage dans la pratique certains avantages sur les heures supplémentaires et sur le chômage partiel », le même journal annonçait le lendemain que la CGT demandait la semaine de 38 heures, réduisant ainsi à néant les déclarations hypocrites de la veille.

En effet pour ouvrir la voie d'un compromis, la CGT accepte de se placer sur le terrain choisi par la bourgeoisie, celui de la durée annuelle de travail : « Dans ces limites (1.600 heures de travail) nous sommes prêts à examiner les questions d'aménagement du temps de travail, choix des horaires, congés payés ». La CGT et le PC n'acceptent pas les 1.920 heures qui constituent un allongement trop voyant du temps de travail puisqu'il fait fi des jours fériés (actuellement 1.854 heures de travail pour un employé, 1.862 heures pour un ouvrier) mais ils ne refusent pas absolument un allongement de la durée puisqu'avec l'aménagement proposé par les patrons, on ferait travailler à certains moments plus de 40 heures, à d'autres moins de 35 heures, sans compter que la CGT accompagne sa revendication des 38 h moyennes d'une revendication de la durée maximale de 45 heures, alors que pour l'intérêt des ouvriers, la seule revendication doit être l'interdiction des heures supplémentaires.

Messieurs les bonzes découvrent que « notre pays est en mesure d'éponger sans dommage une réduction sensible du temps de travail. D'autant que toutes les études en font foi, cette réduction s'accompagne toujours (souligné dans le texte) d'une augmentation de la productivité » (Vie Ouvrière, n° 1782, 23-10-78).

Ils oublient seulement de dire que depuis 1936 où la durée moyenne du travail était de 38,7 heures, la productivité du travail a été multipliée par 5 (soit une augmentation de 400 %) ! Voilà la meilleure preuve de la servilité de ces messieurs. Alors que depuis quarante ans, la classe ouvrière travaille tous les jours davantage, la préoccupation de ces messieurs n'est pas la diminution de la fatigue, mais les dangers d'une diminution du travail pour l'économie. Qu'on en juge :

« Soit, mais de là à aller jusqu'aux 35 h, objecteront certains... Précisons bien : la CGT n'exige pas une réduction brutale du temps de travail, « indigeste » pour l'économie. Elle n'est pas non plus opposée à l'organisation différente du temps de travail. Et pour cause : elle condamne celle, quasiment militaire, qui prévaut aujourd'hui ! D'accord donc pour la flexibilité, la souplesse, la personnalisation. Est-ce dans cette voie que le patronat s'engage ? On peut en douter. Il songe avant tout à réduire... les garanties. Or, pour la CGT, les garanties en la matière doivent être à la fois journalières, hebdomadaires, mensuelles et annuelles. Il y va de la santé et de l'équilibre des travailleurs » (toujours la VO du 23-10).

On voit donc ici le fond de la question des 38 heures. Il ne s'agit pas d'une diminution réelle du temps de travail, mais d'un appât pour faire passer l'exigence patronale de la modulation à loisir d'un horaire annuel !

Or cette modulation, que les bureaucrates syndicaux avaient déjà acceptée avec le principe de l'horaire légal et des heures supplémentaires serait poussée à son comble. Cette modulation est une machine de guerre contre les prolétaires.

Elle signifie non pas embauche de personnel comme feignent de le calculer les bonzes pour illusionner les ouvriers mais « dégraissage », licenciements, car les entreprises pouvant répartir mieux les horaires n'auront pas besoin des mêmes vols de personnel.

Elle signifie suppression non des heures supplémentaires, mais de leur paie-

ment, puisque l'horaire légal est moyen. Elle signifie donc diminution du pouvoir d'achat, sans parler de la réduction de l'indemnisation du chômage partiel.

Surtout, elle signifie adaptation plus grande de la force de travail aux exigences chaotiques de la production, guerre aux temps morts, tension maximum de la force de travail, repos forcé alternant avec travail forcé, alors que l'organisme humain a besoin, lui, de régularité, de récupération journalière, ou alors il se détraque ; elle signifie donc augmentation de l'usure de l'organisme, du nombre des accidents du travail.

Même sur la base moyenne de 38 h, cette modulation signifie donc une exploitation accrue.

Les véritables principes, en matière de temps de travail, doivent être les suivants, afin de diminuer la fatigue du travail :

1) Interdiction des heures supplémentaires et de la différence entre horaire légal et horaire maximum.

2) Diminution du temps de travail avec forte augmentation du salaire qui compense la diminution du temps de travail total (heures supplémentaires comprises).

3) Diminution substantielle et immédiate de l'horaire de travail, au lieu qu'elle suive un calendrier qui permet au patron d'augmenter auparavant l'intensité du travail.

4) Diminution avant tout de la journée de travail et interdiction de toute modulation et de tout rattrapage.

5) Augmentation du repos hebdomadaire et du repos annuel régulier respectés obligatoirement par l'entreprise.

6) Incorporation des temps de travail, de repas, de formation imposée par le patron, et de transport au temps de travail.

C'est à ces conditions que la journée de 7 heures (et la semaine de 35 heures) pourraient apporter un allègement de l'exploitation et pourraient servir de levier de l'unification de la classe.

Foyers de travailleurs immigrés

La commission Delmon, une arme contre la lutte

L'autre face de la politique de la trique relancée depuis fin 77 par la bourgeoisie contre les résidents en grève dans les foyers, c'est, Sainte Démocratie oblige, le miroir aux alouettes des réformes.

Dans le même temps que la Sonacotra et l'Etat extorquaient 6,5 % en plus au 1^{er} juillet 78 pour une cage à lapin de 4,5 à 6 m² au prix déjà exorbitant, qu'ils déclenchaient une vague de poursuites judiciaires contre les « meneurs » pour obtenir expulsions et saisies-arrêts sur les salaires, qu'ils lançaient les CRS dans les foyers (Gennevilliers, Massy, Metz...), ils mettaient en place une série de réformes dans le même but : briser la lutte.

Il va de soi que les organisations politiques et syndicales soi-disant ouvrières, dont toute l'orientation tend à présenter aux travailleurs de telles réformes comme les seuls moyens de leur émancipation, ont prêté leur concours zélé, puisque c'est à leur initiative que les travailleurs doivent ces mesures de division que sont l'Aide Personnalisée au Logement et l'Aide Transitoire au Logement que les résidents ont dénoncées et combattues. Dans le procès-verbal des discussions CGT-CFDT-FO avec la Sonacotra, on lit : « à titre de condition essentielle et déterminante sans laquelle les présents documents n'auraient pas été élaborés, les organisations syndicales exigent pour les résidents le bénéfice d'une aide au logement modulée en fonction de leurs revenus ».

Autre fleuron de cette politique de la carotte : la commission Delmon. Stoléru a créé cette commission, constitué par Delmon, président de la commission permanente des charges locatives et des relations entre les propriétaires et les locataires, pour « préparer les textes nécessaires à une réforme profonde concernant l'ensemble des foyers. Cette réforme sera

mise en œuvre en juillet 79 ». (Le Monde 8-8-78). Elle est composée de représentants du Conseil Economique et Social, du Conseil d'Etat, des ministères de la justice, de l'économie, des affaires étrangères, du budget, de l'environnement, du CNPF, des associations gestionnaires des foyers, des élus locaux ; du directeur du FAS, de deux représentants du personnel des foyers et de... trois résidents. Ces résidents sont recrutés par une lettre adressée au « président » du « comité de résidents »-bidon de « certains foyers » (naturellement non liés à la Coordination) et soigneusement triés sur le volet avant le dernier examen de passage, un entretien avec Delmon lui-même.

Officiellement, cette commission doit « aboutir à une solution d'ensemble la plus proche possible des aspirations des résidents » (Le Monde, 8-8-78). La simple lecture des thèmes de travail révèle sous la démagogie le contenu menaçant de la réforme promise : « une meilleure adéquation des tarifs et des prestations, [...] une meilleure couverture moyenne des coûts réels permettant une diminution des déficits couverts par le FAS ». Or, pour la Sonacotra, « le niveau des redevances [...] a proportionnellement moins augmenté que le coût de la vie.

Ainsi la redevance moyenne, qui est de 260 F par mois, a subi une hausse de 14 % depuis le 1^{er} février 75, alors que pendant la même période les prix ont progressé de 32 % et le salaire moyen de 45 % » (Les Echos, 4-8-78).

D'après ce que rapporte la CFDT du groupe de travail de la Commission de la Main-d'Œuvre étrangère qui a réuni de novembre 77 à janvier 78 administration et centrales syndicales (matérialisant ces liens intimes entre les syndicats et l'appa-

reil d'Etat caractéristique de l'évolution politique totalitaire des Etats « démocratiques » : « la redevance actuelle ne couvrirait en moyenne que 70 % du prix de revient. [L'] objectif est d'atteindre un prix d'équilibre en 5 ou 6 ans d'où une majoration en 1978 de 21 % dont la moitié au titre du rattrapage et l'autre moitié au titre de la hausse normale des prix en 78. Les années suivantes, une majoration de 4 à 5 % supérieure à la hausse annuelle des prix serait appliquée » (Secrétariat National aux Travailleurs immigrés, mars 78). Il est donc clair que l'« adéquation » tarifs/prestations signifie d'énormes hausses de loyers que seule la lutte aujourd'hui a la capacité d'enrayer.

Autres thèmes de la commission : 2) situation du personnel des foyers ; 3) aides du FAS ; 4) procédures et modalités d'attribution d'une aide personnalisée au logement en tirant les conclusions de l'expérimentation de l'APL et de l'ATL ; 5) type de relations juridiques entre résidents et gestionnaire ; 6) règles de vie collective (droits de visite, de réunion, etc.) ; fonction, compétence, mode de désignation du comité de résidents ; association des résidents à la gestion.

Sur tous ces points, la commission est assurée d'une collaboration respectueuse et efficace de la part des pompiers sociaux, les centrales CGT-CFDT-FO. N'ont-elles pas préparé le travail de la commission (dont la mise en place en août 78 couronne en quelque sorte leurs efforts) en instituant une longue réflexion commune avec la Sonacotra elle-même depuis mars 77, pour aboutir à clarifier toutes ces questions (du point de vue bourgeois bien sûr, car pour les travailleurs c'est clair : leur plate-forme revendicative commune, ou rien !).

(suite page 8)

Tous à
la manifestation
du 18 novembre
(départ Barbès, 14 h),
à l'appel du
Comité de Coordination
des Foyers en lutte

A Metz, la police est sauvagement intervenue le 18 octobre contre des résidents protestant contre l'expulsion de plusieurs de leurs camarades d'un foyer : une vingtaine d'entre eux ont été transportés à l'hôpital.

Le 28 octobre, à l'appel des Comités de résidents de l'Est et du Comité de Coordination, une puissante manifestation de protestation a regroupé à Metz 2.500 travailleurs.

La manifestation du 18 novembre à Paris doit mettre en avant les revendications des foyers, mais aussi la lutte contre les discriminations qui frappent les prolétaires immigrés et contre la répression policière, ainsi que le besoin de l'union des prolétaires français et immigrés.

Tous les ouvriers conscients de leurs intérêts de classe doivent venir renforcer cette manifestation et y entraîner leurs camarades de travail en les appelant à venir affirmer leur solidarité active avec la lutte des résidents des foyers et tous les prolétaires immigrés.

Cette lutte est celle de toute la classe ouvrière. Accepter aujourd'hui de laisser seuls nos frères de classe immigrés face aux flics, à la bourgeoisie et à ses chiens de garde, appuyée par ses larbins des partis de gauche et les bonzes syndicaux, c'est accepter de nous laisser lier les mains pour demain.

Dans les chantiers navals, les méfaits du social-chauvinisme

La vague de licenciements qui touche principalement l'entreprise de construction et de réparation navale Terrin et les chantiers de La Ciotat dans la région marseillaise, et l'aggravation des conditions de vie et de travail qui touche les autres entreprises ont provoqué jusqu'à maintenant plus de tapage publicitaire que de lutte réelle. Dans ces deux fiefs de l'opportunisme, la révolte des ouvriers a été jusqu'à présent canalisée et dévoyée d'une façon malheureusement exemplaire, contre laquelle quelques réactions se sont manifestées sans trouver encore leur chemin.

La concurrence acharnée sur le marché de la construction et de la réparation navale entraîne pour les capitalistes les impératifs habituels : il faut « améliorer l'appareil de production, de gestion et de recherche » et, pour cela, il « n'est pas possible de maintenir l'emploi à son niveau actuel », annonçait le Programme d'assainissement de la construction navale de la Communauté Economique Européenne publié en juillet 77. Sur les 165.000 personnes environ employées dans ce secteur pour les 9 pays membres, le Programme précisait « qu'une opération efficace... pourrait affecter 75.000 postes de travail », soit 45 % des effectifs. Pour la réparation, on invoque le fait que les chantiers français arrivent en tête des coûts de production : selon le *Provençal* du 29-7-78, le coût moyen de réparations importantes y serait de 2.661.000 F pour les chantiers marseillais, contre 1.390.000 F, par exemple, pour le Japon. D'autre part, la tendance en France est

de transférer du côté atlantique une plus grande proportion de capitaux, sans que ces « investissements » si chers au PCF épargnent aux travailleurs d'être jetés sur le pavé (voir Dubigeon et Saint-Nazaire) : au contraire, une des raisons de ce transfert est précisément que, comme le déclare Etchegaray, président du syndicat patronal des réparateurs de navires, « les patrons ont fait sur la façade atlantique des efforts méritoires (sic!) de dégraisage ».

On aura beau alléguer qu'à court terme, les finances des chantiers marseillais étaient saines, le matériel de Terrin d'avant-garde, etc. Sur le terrain général des lois capitalistes, il reste que toutes les agressions contre les travailleurs peuvent donc se couvrir de ce drapeau cynique : compétitivité d'abord, l'intérêt national exige qu'une fois de plus, les ouvriers se sacrifient ! C'est pourtant ce terrain de prédilection qu'ont cultivé amoureusement les directions syndicales CGT et CFDT, et les partis de gauche mis en branle : ils ont tout fait pour y enliser les travailleurs.

Alors même que le plan de la CEE doit toucher plus ou moins tous les travailleurs des chantiers européens, et que le capital donne ainsi une base matérielle à la solidarité internationale entre les travailleurs, les licenciés de la région marseillaise ont été invités à tourner leur rancœur contre les germano-américains, les japonais, quand ce n'étaient pas « ces putains de portugais qui travaillent moins cher que nous » (délégué CGT en AG-Terrin).

De bons ouvriers tout dévoués à la grandeur nationale, c'est l'image que le social-chauvinisme n'a cessé de présenter dans la presse, et d'offrir aux ouvriers eux-mêmes : « Depuis mai 77 [date de la première fournée de licenciements importante], les travailleurs de la réparation navale ont été à leur poste de travail, gémit la CGT dans sa lettre au préfet de région. Ils ont réparé les navires dans les délais impartis et respecté leur contrat. En revanche, pouvoirs publics et patronat n'ont pas tenu leurs engagements, qui étaient d'assurer une charge de travail convenable et de réembaucher les licenciés » (comme si l'on ne connaissait pas la valeur de semblables engagements sans plus de précision !).

Et, reprenant le discours de Marchais du 3 octobre, la *Marseillaise* du 11-10 propose les recettes classiques du réformisme gestionnaire chauvin, protectionnisme, renforcement de l'impérialisme et de son Etat : « couvrir à 50 % sous pavillon national notre commerce maritime, soit la construction immédiate de 100 navires, y verser les subventions habituelles de l'Etat... construire, réparer et naviguer français » (sans cracher, en revanche, sur les commandes étrangères, le commerce d'abord !). Tous les intérêts pourraient donc s'harmoniser ? (sauf ceux des prolétaires non français, mais qu'importe !).

Il est malheureusement de plus en plus fréquent, par les temps qui courent, que dans le même but, la sauvegarde de ses intérêts et de sa santé, le capitalisme soit amené à se couper un bras par-ci, une entreprise par-là, pour assurer la vigueur, ou tout au moins la survie, de l'ensemble de l'organisme : l'opportunisme voudrait faire passer cette chirurgie, dont les ouvriers sont les principales victimes, pour un absurde hara-kiri du capital national, qui irait brader ses meilleurs atouts, et « casser les usines » (cas-seurs, quelle horreur !) par manque de loyauté patriotique.

Ce n'est pas là seulement une grossière bévue théorique : la conséquence de cette orientation syndicale et politique est évidemment d'entretenir la division parmi les travailleurs, d'autant que le chauvinisme se double d'un complément aussi ruineux pour la lutte, le patriotisme d'entreprise. On a déjà vu quantité de luttes, même de longue durée, comme celle de Rhône-Poulenc Textile, empoisonnées et asphyxiées par le culte malsain de « la maison » ou même du « produit » (« sauver l'acétate français »...).

En bons voyageurs de commerce, les représentants des UL marseillaises van-

tent les « qualités techniques de nos bateaux » et la technologie avancée de Terrin, « le premier réparateur naval français ». Peut-être, mais le Terrin des travailleurs, c'est surtout 350 handicapés à vie par suite d'accidents du travail, le risque quotidien et, aujourd'hui, les licenciements ! La logique de la position « l'entreprise d'abord », c'est d'amener insensiblement les travailleurs à payer de leur personne, et à accepter ces fameux « sacrifices » pour conserver, non leurs moyens d'existence, leur salaire, mais un label dont on veut qu'ils se sentent responsables.

Sur ce point, la querelle PC-PS autour du plan Deferre n'a été que de la poudre aux yeux : il y a eu en réalité partage du travail. Le PS s'est chargé à Marseille de présenter des « solutions industrielles », avec leur tribut de licenciements, ce qui était la traduction concrète de la perspective « l'entreprise d'abord » mise en avant par le PC et la CGT. Là-dessus, PC et CGT ont poussé des cris d'indignation vertueuse. Mais n'avaient-ils pas crié victoire lors de la reprise analogue de Titan-Coder par une société d'économie mixte où la ville participait à plus de 50 %, reprise sans garantie d'emploi et de statut avec la suppression des avantages acquis, avec des pertes de salaire de 15 à 30 % et le licenciement de 750 ouvriers ?

Comme le PS a beau jeu de le rappeler, le maire PC de Saint-Etienne n'a-t-il pas donné son aval au plan du nouveau PDG

Des énergies détournées de leur but de classe

Certes, on n'a pas manqué de promener les travailleurs de Terrin et de la Ciotat. On les a fait défiler selon le triste folklore habituel, avec des tee-shirts aux couleurs de l'entreprise, avec des « rallyes de lutte » et des manifs pique-nique, faites plus pour le défoulement que pour le renforcement des travailleurs, de même que ces « réceptions chaleureuses » organisées pour les ministres et qui restent sans lendemain. A l'arrivée des lettres de licenciement à La Ciotat, le PCF a appelé les travailleurs... « à faire leur journée de travail pour conserver leurs salaires, leurs ressources pour continuer cette lutte à longue échéance » (*La Marseillaise* du 29-9). Mais on a consacré 20 millions anciens pour faire monter à Paris les ouvriers de la région, non pour une réelle coordination avec leurs camarades des autres arsenaux, mais pour l'habituelle et stérile promenade publicitaire (ceux de Terrin ne furent même pas accueillis à la gare et durent, pour traverser Paris, demander leur chemin aux flics !).

Les actions spectaculaires déjà employées pour le *Parisien Libéré* en lieu et place d'une lutte renforçant la solidarité des travailleurs sont devenues cette fois de véritables mascarades : à la Ciotat, on annonce l'occupation de la gare par les ouvriers, de façon assez ronflante pour que les flics puissent prendre les devants. Les bonzes eurent un certain mal à maintenir dans le calme et la légalité les travailleurs énévres et écoeürés, et finirent par demander... au chef de gare — après tout, c'est son métier ! — d'arrêter les trains lui-même « pour sensibiliser l'opinion » !

La solidarité que les syndicats mettent en avant, ce n'est pas le soutien actif et organisé des prolétaires, ceux des chantiers navals moins menacés, comme à la Seyne, et des autres entreprises : c'est celle de « la population », évêques et commerçants pêle-mêle. L'argument avancé pour les rallier, c'est l'« intérêt de la région », c'est-à-dire, de ceux que les travailleurs font vivre, industriels compris, et l'intérêt de la paix sociale, à laquelle de nouveaux chômeurs feraient courir des risques, créant de « nouveaux foyers de violence » et de « désagrégation du tissu social » : c'est Mgr Etchegaray (l'évêque, cette fois, pas l'armateur) qui l'a déclaré (*Le Monde* du 15-9-78), mais on retrouve les mêmes avertissements dans la bouche des dignitaires syndicaux. Quant aux journées d'action-bidon comme celle du 13 oc-

de Manufrance, avec 300 licenciements ? Et à Terrin, la CGT n'avait-elle pas accepté en mai 77, et présenté comme une victoire, le licenciement de 825 personnes, maquillé en partie par des « stages de formation » et des promesses en l'air ? N'avait-elle pas accepté, sur le nombre, l'envoi en préretraite de 200 travailleurs plus âgés (avec un salaire net amputé, donc, de 30 à 50 %), comme elle avait accepté, au moment du désarmement du paquebot *France*, le licenciement préalable sans autre formalité des employés étrangers, pour assainir l'entreprise.

La priorité donnée à la préservation de l'entreprise, même si on veut la justifier au nom du maintien de l'unité entre les travailleurs menacés, aboutit forcément en réalité à ce type de solution, donc à la division des travailleurs.

Il favorise aussi l'emprisonnement des ouvriers dans leur entreprise, emprisonnement que l'opportunisme cultive aussi pour des raisons de paix sociale, pourvu qu'il reste dans les limites de l'ordre et de la légalité. L'occupation a été menée à Terrin avec l'objectif essentiel de la défense de l'outil de travail, contre d'éventuels « provocateurs », et de la préservation du capital, dont la *Marseillaise* elle-même fait ce bilan piteux : « Que l'on se souvienne des premières vagues de licenciements et de ces travailleurs néanmoins à leur poste pour ne pas compromettre l'avenir. Rien cependant n'a été fait par les pouvoirs publics [sauf] le rouleau compresseur... » (29-9-78).

tobre, seule une brochette de bonzes a débrayé dans les autres entreprises : les autres, au travail, en signe de responsabilité ! Et tant pis si, profitant cyniquement de la peur du chômage, les patrons des entreprises plus valides, CMR et Paoli, leur déclarent que « les entreprises survivantes réfléchissent [...] au moyen de rester compétitives. Si elles veulent continuer à vivre et à maintenir l'emploi, une augmentation de 3,7 % sur les salaires demandée par les organisations syndicales apparaît comme un défi au bon sens » !

De la part des travailleurs qui se voient brutalement arracher les miettes que le capital avait pu leur concéder pendant la période de prospérité relative de la Reconstruction, c'est le désarroi : ils ont beau sentir le besoin de la lutte, on ne les a pas impunément déshabitués depuis des dizaines d'années de toute vie de classe autonome et englués dans une perspective corporatiste et chauvine... D'ailleurs, à la Ciotat, les bonzes refusent les AG régulières et tout est organisé pour empêcher les travailleurs de s'exprimer. Cependant, las des balades stériles, ils ont fini par monter enfin en masse au siège syndical pour une AG immédiate, exigeant une action véritable. C'est dans ce moment que les directions syndicales, pourtant « d'ordinaire modérées et réalistes » comme le remarque perfidement *Le Monde* du 15-16 octobre, sont parties en guerre contre l'embauche des marins asiatiques dans la marine marchande, et ont mobilisé les énergies dans les ports sur cette croisade, non pour la défense de camarades surexploités, mais contre les armateurs, mauvais patriotes, qui, non contents d'hésiter à renflouer les chantiers par des commandes françaises, vont encore faire travailler du personnel étranger !

L'arme de la grève, l'opportunisme ne finit par l'employer que pour défendre des intérêts contraires à ceux de la classe ouvrière, contrairement à son renforcement et à son unification. Pour défendre même leurs intérêts élémentaires (mais pas contre leurs frères de classe), pour remonter ce courant de trahison de classe et de chauvinisme, les travailleurs des chantiers navals, comme ceux de l'imprimerie, de la sidérurgie, du textile, etc., se sont vus forcés d'affronter la coalition des directions politiques et syndicales, et de rejeter les drapeaux véritablement étrangers, eux, au prolétariat, de l'entreprise et de l'économie nationale.

L'union des ouvriers

(suite de la page 6)

● A la RATP, un marchandage honteux

A Paris, dans les services de travaux de la RATP, la direction voulait imposer une série de mutations de surveillants de travaux dans des postes plus pénibles (service de nuit, etc.). Tout en s'opposant aux tentatives de liaison entre les travailleurs pour organiser la résistance, les bonzes syndicaux ont eu l'idée, toute simple, elle aussi, de proposer à la direction... de vider les hors-statuts pour donner leurs postes aux mutés. Ils se sont opposés à la manifestation d'environ 200 personnes qui s'était rendu le 2 octobre au siège de la direction pour défendre leurs camarades, et sont allés négocier seuls le licenciement des intérimaires. Résultat : la direction a licencié les intérimaires, sans mettre les mutés à leur place !

De pareils procédés torpillent non seulement la lutte immédiate, mais aussi la constitution d'une force de classe unitaire.

el-oumami

(l'internationaliste)

N° 1 - octobre 78

- L'univers capitaliste tout entier est un volcan en éruption.
- Pour le parti ouvrier indépendant : 1 - Les bases constitutives du parti communiste sont les mêmes dans tous les pays.
- Algérie : Misère de l'anti-impérialisme bourgeois — L'Etat bourgeois n'est pas à démocratiser mais à détruire ! — Sur la Charte nationale.
- Luttes ouvrières : grèves au Maghreb, lutte des foyers Sonacotra en France.
- Et une partie en langue arabe
24 pages - 3 F

A PARIS, PERMANENCE du groupe syndical PTT

un mercredi sur trois de 15 h à 17 h, 27, avenue de Choisy (métro Porte de Choisy), 75013 Paris, soit les 8 et 29 novembre.

Afrique australe

(suite de la page 3)

l'isolement relatifs de la lutte, font tout pour éviter que la lutte contre le régime de Smith ne se transforme en lutte révolutionnaire. C'est ainsi que la Zambie a rouvert sa frontière avec la Rhodésie afin de pouvoir faire face à ses puissants créanciers (1) et que Nkomo a déclaré que « comprenant les raisons » de Kaunda il donnerait des instructions à ses forces pour qu'elles cessent toute attaque contre la voie ferrée qu'emprunteront à nouveau les marchandises zambiennes, c'est-à-dire pour qu'elles ne lancent pas d'attaques contre cette voie ferrée en Rhodésie.

L'impérialisme anglo-saxon contrôle l'équilibre des forces dans la région. Le chrome de Rhodésie l'intéressant tout autant que le cuivre de Zambie il ne permet à aucune des parties engagées d'avoir l'avantage sur l'autre.

Pour desserrer les mâchoires formidables de l'oppression impérialiste et de la domination raciale en Afrique australe il faut un vaste front social des exploités de toute la région dont le poumon est l'Afrique du Sud. Mais il faut aussi l'appui du prolétariat des métropoles impérialistes dont le retour à la lutte de classe ouverte créerait les meilleures conditions internationales pour la lutte d'émancipation raciale et sociale des masses exploitées d'Afrique australe.

(1) Voir dans la série « L'Afrique, proie des impérialismes », l'article « L'exploitation financière de l'Afrique », dans Programme Communiste, n° 77 (juillet 1978), p. 35.

Brochures

« Le Prolétaire »

- Solidarité de classe avec les prolétaires immigrés (4 F)
- La grève des nettoyeurs du métro (4 F) (*)
- Postiers en lutte (5 F)

Commandes au « Prolétaire »

(*) Disponible en français et en arabe.

Le prolétariat et la guerre

(suite de la page 4)

ni que la guerre produira à coup sûr la révolution, nous devons travailler pour que le prolétariat aborde cette situation dans des conditions plus favorables que lors de la première ou de la deuxième guerre impérialiste.

Ceci exige tout d'abord une propagande permanente, une lutte politique sans concession contre toutes les variétés d'Union sacrée et de « défensisme », qui a besoin, d'ailleurs, d'une analyse précise des positions que les divers courants ont prises au cours des guerres passées et prennent face à celle qui vient. Cette propagande antimilitariste au sens révolutionnaire, pour le défaitisme révolutionnaire et la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, implique évidemment un effort pour organiser les forces qui se placent sur ce terrain.

Mais cette propagande et cette organisation sont inséparables de l'intervention du parti dans les luttes partielles et immédiates. Car l'Union sacrée prend sa source dans la collaboration des classes en temps de paix : c'est dans les luttes quotidiennes qu'il faut dès à présent aider les ouvriers à briser le « réflexe conditionné » de la solidarité d'entreprise et de la solidarité nationale, de la solidarité avec leur bourgeoisie et leur Etat, pour les préparer à résister à cet entraînement au moment de la guerre.

Soutenez le développement international de la presse du Parti. Souscrivez !

La crise de l'OCT et le "léninisme"

(suite de la page 1)

bodge, l'URSS, en finir avec la « centralisation vide », et régénérer le parti en le mettant à l'écoute des masses (et en particulier du mouvement féministe).

Le courant majoritaire s'est contenté de répondre qu'en effet le « léninisme innocent » devait être dépassé en sachant bien que « les principes — à nos yeux indispensables — d'existence et de fonctionnement des organisations communistes (centralisme, discipline, répartition des tâches) ne sont pas neutres : ils tendent à reproduire des normes, des comportements et des rapports bourgeois » (l'Étincelle n° 48), bref que « le parti est une contrainte imposée par la lutte contre la bourgeoisie, lourde de toutes les contradictions de ce que la bourgeoisie nous contraint de faire, y compris pour l'abattre ».

Ces quelques lignes suffisent à faire comprendre que le courant minoritaire qui s'est détaché de l'OCT, n'a fait que porter jusqu'à ses conséquences logiques un même sponta-

néisme, une même attitude antiparti et anti-léniniste (c'est-à-dire antimarxiste), d'un côté ouvertement proclamée et de l'autre honnêtement de l'être.

Comment combattre les excès de formalisme en matière d'organisation, si ce n'est en se rattachant à un corps théorique, programmatique, tactique, connu et accepté de tous sans réserves, à une tradition vivante de lutte ? Sans autre tradition que l'éclectisme, une organisation ne peut fonctionner qu'à coups de discipline formelle, comme celle qui, d'après les tenants de la tendance A, a marqué le dernier congrès de l'OCT.

Nous répondons quant à nous que, de même que la discipline et le centralisme organiques, la répartition des tâches à l'intérieur du parti « n'est pas une imitation de la division bourgeoise du travail, mais une adaptation naturelle à sa fonction de cet organe complexe et structuré qu'est le parti » (Thèses de Milan 1966). Un parti au sens où nous l'entendons, bien sûr, pas au sens où l'entend l'OCT.

La commission Delmon

Le procès verbal de synthèse des réunions Sonacotra / CGT-CFDT-FO des 13 avril, 19 avril, 4 mai, 27 mai, 8 juin, 20 juin (!), tenues évidemment en dehors de la direction de la lutte, le Comité de Coordination, est certainement une base de travail de cette commission, puisque le rapport Levard dont elle s'inspire, reprend ses formulations. « Le droit commun des locataires comme base de départ serait aménagé », le statut de locataire étant « un point de référence intéressant, mais un statut spécifique peut être envisagé », dit le rapport Levard (Le Monde 8-8-78). Les organisations syndicales n'avaient-elles pas salué comme « une avancée importante » le « contrat de résidence tendant à assimiler les résidents au droit commun des locataires sauf aspects spécifiques » ? Surtout, le point essentiel dont se préoccupera la commission, c'est « la participation des résidents par le biais des comités de résidents ».

Or, CGT-CFDT-FO n'ont-elles pas mis au point avec la Sonacotra (voir point III de la Convention d'Etablissement, procès-verbal de synthèse) les modalités de cette « participation » qui n'a d'autre but que de châtrer les Comités de résidents de leur contenu de lutte, en les transformant, à l'égal des comités d'entreprise, en d'inoffensifs organismes de collaboration avec le gérant ? Les moyens de cette transformation n'ont-ils pas été déjà définis par

les organisations syndicales : délégués élus à bulletins secrets, avec mandat prolongé, reçus une fois par mois par le gérant du foyer, informés de la gestion du foyer ; et, selon toutes les règles du savoir-vivre démocratique entre « partenaires sociaux », « les réclamations et propositions des délégués et les réponses apportées font l'objet d'un procès-verbal signé par le directeur du foyer et le comité dans le registre prévu à cet effet » !

Le contenu de la « réforme » projetée est donc clair : pour imposer des hausses massives, briser la lutte en attirant les résidents du terrain de classe de l'action directe sur le terrain bourgeois de la collaboration de classe (ce qui va de pair avec la liquidation par la police de l'avant-garde dirigeant la lutte). C'est la fonction des directions « ouvrières », vendues à la bourgeoisie, de pousser les travailleurs sur ce terrain où, en ouvrant leurs organisations de défense à l'influence paralysante de la bourgeoisie, elles les réduisent à des enveloppes vides. Ainsi, produit direct de la politique de « concertation » des bonzes syndicaux, la création de la commission Delmon ne pouvait qu'être favorablement accueillie par le PCF et les directions syndicales CGT-CFDT-FO, qui n'ont rechigné que sur le délai séparant de la mise en application en 79.

Le parti face à ses responsabilités

(suite de la page 5)

prolétariat, dirigée par le parti de classe, mais sans que cela le décharge de la responsabilité d'affronter les délicats pro-

blèmes pratiques et tactiques de l'auto-défense ouvrière et de parti, de l'aide militante aux persécutés politiques, de la solidarité pas seulement verbale avec les victimes de la répression.

Défense du marxisme contre les liquidateurs et les novateurs

4) En étroite liaison avec l'approfondissement de la crise se développe une offensive concentrique contre la théorie marxiste qui ne pourra aller qu'en s'amplifiant et à laquelle apportent leur contribution intellectuels bourgeois, anciens gauchistes déçus, spontanéistes, individualistes, libertaires, soixante-huitards, mélangés aux sociaux-démocrates traditionnels, transfuges du « stalinisme » et « nouveaux philosophes ». Cette offensive s'en prend aussi bien à la théorie économique et à l'analyse du capitalisme qu'à leurs conséquences politiques et programmatiques pour le mouvement ouvrier et communiste mondial, aux « principes », comme dit Lénine, que sont la révolution violente et la dictature du prolétariat, et donc le parti et le rôle nécessaire qu'il joue dans la révolution et dans la dictature et dans leur préparation. Et c'est un fait que l'histoire a voulu que nous soyons les seuls à nous charger de la défense intégrale du marxisme même par rapport à un « communisme occidental » de plus en plus sensible aux séductions de l'anti-autoritarisme, de l'anticentralisme, des positions antiparti et, enfin, de la démocratie « ouvrière » comme antidote aux phénomènes de dégénérescence

à l'apparition desquels — dans le seul cas d'une révolution victorieuse — le marxisme n'aurait ni su ni pu s'opposer comme il pourrait le faire s'il était revu, corrigé et « enrichi » sur la base de nouvelles expériences et de nouvelles découvertes.

A la revendication intégrale du marxisme, et à la démonstration du fait que l'abandon du marxisme et l'abandon de la lutte immédiate de défense sont les deux faces d'un même phénomène, devra être consacré le maximum de nos énergies, même si nous sommes conscients de l'énormité de la tâche et de l'insuffisance de nos forces actuelles. Ce travail sera fait à travers notre presse, nos réunions publiques, notre propagande de tous les jours, à travers la réédition et la diffusion de nos textes de parti — qui ont tous été écrits en polémique directe contre ces aberrations toujours renaissantes —, et aussi à travers le commentaire des textes marxistes classiques, partout où s'en présentent la possibilité ou l'occasion, même en prenant appui sur les expressions les plus typiques de l'offensive en cours et, surtout, de celles qui sont le plus susceptibles d'avoir une certaine prise, en réaction contre les fléaux du stalinisme, sur les rangs du prolétariat.

Presse internationale

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 17 (novembre 1978) DE

EL COMUNISTA

- ¡Abajo la constitución!
- ¡Boicot al referéndum!
- Maniobras diplomáticas alrededor de Rusia
- El universo capitalista entero es un volcán en erupción
- Después de Camp David: ¿Pax americana?
- El trotskismo y la Constitución
- La organización del Partido en las fábricas (2), (Informe a la Reunión Sindical Central del Partido de julio de 1978)
- Para que renazca la lucha en Ascón
- ¡Por la respuesta proletaria a la ofensiva capitalista!

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 20 DE

il programma comunista

- Guerra all'austerità! Guerra al capitalismo!
- A poco a poco, Washington scopre le virtù dell'eurocomunismo
- Verso i contratti
- Il Partito di fronte alle responsabilità dell'attuale periodo storico
- Precari di Napoli: Riprendere la lotta
- Dalla Polonia: Il miracolo
- Rapporto alla riunione di Partito del 20-21 Maggio 1978: La misera fine dei miti sessantotteschi.
- Un personaggio di moda: Proudhon e il 1848
- Iran: Fra il peso schiacciante del passato e il caotico urto del presente
- Dal « marxismo creativo » all'inflazione « socialista »
- Le Trade-Unions fanno il viso (ma solo il viso) dell'armi
- I disoccupati di Napoli contro le divisioni
- « Ma perché vogliono lavorare? »
- La vigorosa lotta degli ospedalieri

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2^e jeudi de chaque mois, soit le 9 novembre et le 14 décembre de 19 h 30 à 21 h 30, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● A Aix-en-Provence : vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit les 11 novembre, 25 novembre, 8 décembre, etc.

● A Amiens : le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 à 12 h, place du Marché.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, soit les 4 et 18 novembre, et les 2 et 16 décembre.

● A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

● A Grenoble : le dernier dimanche de chaque mois au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 26 novembre et le 31 décembre.

● Le Havre : vente le samedi matin au marché d'Harfleur tous les quinze jours, soit les 28 octobre, 11 novembre, 25 novembre, 2 décembre, etc.

● Le Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleur tous les quinze jours, soit les 12 et 25 novembre.

● A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 à 12 h (derrière l'Eglise) le 1^{er} dimanche de chaque mois ainsi que tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

● A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, de 10 h à 11 h, les dimanches 12 novembre, 26 novembre, 9 décembre, 15 janvier.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le 3^e dimanche de chaque mois, soit le 19 novembre et le 17 décembre.

● A Strasbourg : tous les samedis de 14 à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE

POUR LA SUISSE :

Editions Programme,
32, rue du Pré-au-Marché
1004 Lausanne

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926